

# Horizons et débats

AZA  
8044 Zürich  
POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Repères en temps de guerre

par Karin Leukefeld\*



ef. La journaliste indépendante Karin Leukefeld est née en 1954 à Stuttgart et a étudié l'ethnologie, l'islamologie et les sciences politiques. Depuis 2000, elle couvre le Proche et le Moyen-Orient pour des quotidiens et des hebdomadaires ainsi que pour la radio ARD. En 2010, elle a été accréditée en Syrie et informe depuis lors sur le conflit syrien depuis le terrain. Depuis le début de la guerre en 2011, elle fait la navette entre Damas, Beyrouth, d'autres lieux dans le monde arabe et son domicile à Bonn. Elle a publié de nombreux livres, notamment: «Syrien zwischen Schatten und Licht – Geschichte und Geschichten von 1916-2016. Menschen erzählen von ihren zerrissenen Land» (2016, Rotpunkt Verlag Zürich); «Flächenbrand Syrien, Irak, die Arabische Welt und der Islamische Staat» (2015, 3<sup>e</sup> édition révisée en 2017, PapyRossa Verlag Köln). Elle publiera prochainement «Im Auge des Orkans: Syrien, der Nahe Osten und die Entstehung einer neuen Weltordnung» chez le même éditeur.

«Il est déconseillé de se rendre en Fédération de Russie» peut-on lire sur le site Internet du ministère des Affaires étrangères à Berlin. Le patronage de la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock pour l'année thématique germano-russe «Economie et développement durable 2020–2022» est suspendu. Politiquement, économiquement, culturellement – dans le domaine du sport, de l'éducation et des sciences – les relations des Etats-Unis et de l'UE avec la Russie sont coupées. Même la Suisse, qui était appréciée dans le monde entier pour sa neutralité, vient de renoncer à cette neutralité en adoptant les sanctions.

Les chaînes russes sont bloquées. Une école germano-russe à Berlin a été attaquée par un engin incendiaire. Un élève a été invité à se demander s'il est encore approprié de porter un T-shirt avec l'inscription «Saint-Petersbourg». Une clinique de Munich déclare ne plus vouloir traiter de patients russes. A Milan, un séminaire universitaire sur l'écrivain russe Fiodor Dostoïevski est retiré du programme. Les universités, les associations sportives et les musées sont invités à «vérifier» leurs contacts avec la partie russe. Le musée germano-russe de Berlin – érigé à la mémoire des 27 millions de victimes russes de la Seconde Guerre mondiale – décroche le drapeau russe et raie l'inscription «germano-russe».

Il s'agit de l'Ukraine. Le monde occidental parle de «guerre de Poutine» et d'«invasion russe». Moscou qui a donné l'ordre à ses troupes de marcher sur l'Ukraine parle d'une «opération spéciale». Ceux qui ont suivi l'histoire des 30 dernières années savent que l'enjeu dépasse l'Ukraine. Il s'agit de savoir

si le bloc occidental dirigé par les Etats-Unis et composé de l'OTAN, de l'UE et de ses partenaires respecte les autres centres géopolitiques de la planète ou si ce «bloc occidental» se soumet au projet américain de dominer la planète en tant que «seule puissance mondiale».

Cette prétention est imposée depuis des décennies dans d'autres parties du monde par les guerres et les crises, par les interventions – militairement et par le «soft power», par l'occupation, les attaques, les sanctions économiques et d'autres moyens. Cette guerre a désormais atteint l'Europe et est dirigée contre la Fédération de Russie. Celle-ci a envahi l'Ukraine le 24 février afin de démilitariser le pays et d'en chasser les forces néo-nazies au sein de l'armée et la classe politique dirigeante.

### Tu ne vois que ce que tu connais

Un collègue photographe m'a dit un jour que sa devise de travail était «Tu ne vois que ce que tu connais». Cela signifie que, avant de partir pour un reportage, il faut se préparer, surtout dans le contexte de guerres, de crises et de conflits qui naissent de divers domaines et dans des contextes compliqués. Il faut donc se renseigner au préalable, s'informer sur l'histoire et les acteurs. Ce n'est qu'alors qu'on pourra vraiment «voir» (au sens de comprendre) ce qui se passe et qu'on sera capable de s'en rendre compte.

Que savons-nous donc de l'Ukraine? Quelle est l'histoire de ce pays, qu'est-ce qui se passe entre la Russie et le bloc occidental dirigé par les Etats-Unis en Ukraine? Quels sont, pour simplifier, les intérêts de l'Est et de l'Ouest?

Depuis la dissolution de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie en 1991, Moscou a exigé (1) des garanties de sécurité et (2) que l'OTAN ne s'étende pas vers l'Est. Depuis tout aussi longtemps, l'OTAN a refusé de répondre à ces exigences et s'est rapprochée de plus en plus des frontières russes. Les uns après les autres, les pays situés le long de la frontière avec la Russie ont été séduits par l'idée de pouvoir rejoindre, au choix, l'UE ou l'OTAN. Les médias occidentaux ont généralement rendu compte de cette évolution, et ce dans la logique occidentale. Ensuite, les pays européens situés vers l'Est – autrefois membres du Pacte de Varsovie (et hantés par les peurs d'une nouvelle suprématie russe) – étaient impatients de rejoindre les alliances occidentales. Tous avaient peur de la Russie et ne voulaient que la liberté et la démocratie qu'ils voyaient mieux défendues par l'UE et l'OTAN.

Aujourd'hui cependant, les troupes de l'OTAN se trouvent partout où, du point de vue de la Russie, elles ne doivent pas être. Depuis 1999, l'OTAN a accueilli la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. Depuis 2004, elle a su s'aligner la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie. En 2009, ont été ajoutées l'Albanie et la Croatie, suivies par le Monténégro en 2017 et par la Macédoine du Nord en 2020. L'Ukraine et la Géorgie sont susceptibles de rejoindre les rangs de l'OTAN dans un avenir prochain. Face à ce scénario menaçant, Moscou a insisté sur un accord de sécurité exigeant entre autres – comme cela figurait dans la constitution ukrainienne jusqu'en 2014 – la neutralité de l'Ukraine. Après le coup d'Etat dit de Maïdan en 2014 – on en réserve la notion de «révolution» en Occident – la Russie a de nouveau pris le contrôle de la Crimée. Du point de vue du droit international, l'Occident a considéré qu'il s'agissait d'une annexion. Le ton est monté et les opérations militaires se sont mul-

tipliées entre l'OTAN et la Russie. L'OTAN a commencé à entraîner les troupes ukrainiennes et à les pourvoir d'armes modernes. Parallèlement, les médias russes ont été traité de «sources de désinformation» et jugé dangereux pour les «démocraties occidentales» autant que les médias sous contrôle de «l'État islamique en Irak et au Levant» (EI).

Durant cette période, il s'est également passé quelque chose dont nous ne nous sommes pas vraiment rendus compte, ni en Allemagne ni dans d'autres pays européens: la collaboration entre l'UE et l'OTAN est devenue de plus en plus étroite. Elle a fini par être si étroite qu'aujourd'hui – au-delà du Parlement européen – l'OTAN et l'UE se confondent. Ursula von der Leyen et Jens Stoltenberg, les deux personnages se trouvant au sommet de ces deux organisations, apparaissent souvent en double lors d'événements organisés par l'une ou l'autre tandis que leurs langages se ressemblent de plus en plus.

### Rejet occidental à toute tentative russe d'entente mutuelle

En 2022, dix manœuvres de l'OTAN, auxquelles l'Ukraine devait et voulait également participer, étaient prévues le long de la frontière russe, entre la mer Baltique et la mer Noire. Des soldats et du matériel de guerre avaient déjà été transportés à l'Est pour les grandes manœuvres «Defender 2020» et «Defender 2021». En réaction, Moscou a lancé une grande manœuvre le long de ses frontières extérieures fin 2021. Les Etats-Unis ont aussitôt mis en garde contre une invasion russe de l'Ukraine, mais aucun responsable n'a répondu à l'exigence politique réitérée de Moscou de créer une architecture de sécurité commune pour l'Europe. Au début de cette année, les plans concrets présentés par Moscou ont été rejetés une fois de plus par l'Occident. La limite dépassée, Moscou n'était plus disposée à se soumettre et à se laisser humilier. Le 24 février, les troupes russes ont pénétré sur l'Ukraine.

Le bloc occidental au Conseil de sécurité de l'ONU a condamné la Russie et traité Poutine d'agresseur. En adoptant une résolution intitulée «Condamnation de l'agression en Ukraine» l'Assemblée générale de l'ONU a majoritairement partagé ce point de vue. Le point de vue russe sur l'évolution de la situation a tellement été dénigré dès le début qu'il est quasiment absent de l'opinion publique européenne, surtout germanophone. Cela est aussi dû au fait que des médias russes comme *RT Deutsch* ou *Sputnik News* ont été bloqués en Allemagne et en Europe.

Pourtant, des voix politiques et militaires de l'Est aussi bien que de l'Ouest –notamment aux Etats-Unis – avaient mis en garde les cercles bellicistes contre cette évolution depuis longtemps. L'Ukraine, cœur de l'Europe, objet de désir et contestée depuis des générations, aurait pu être un avantage en faveur des deux côtés, de l'Est et de l'Ouest, si on lui avait accordé la neutralité. Mais la politique étrangère américaine a continué à s'inspirer de Zbigniew Brzezinski (conseiller de sécurité à l'administration Clinton) qui a prôné que (pour raison géostratégique) l'Ukraine ne devait jamais redevenir partenaire de la Russie. De nos jours, l'Ukraine est devenue synonyme de guerre. C'est le début d'une autre guerre plus importante dont l'enjeu sera un nouvel ordre mondial. Il y a quelques jours, Sergueï Lavrov, Ministre russe des Affaires étrangères, a déclaré à Moscou que la Russie était le «dernier obstacle» contre la suppression définitive de la Chine par l'Occident.

### Stratégie du choc

Pendant longtemps, il semblait que les Etats-Unis se concentraient sur leur rivalité avec la Chine et se préparaient à une éventuelle confrontation militaire en mer de Chine méridionale. Mais les stratèges va-t-en-guerre de Washington avaient en tête un plan différent qui impliquait d'abord d'autres agents majeurs dans cette guerre. Il prévoyait que les Etats-Unis n'attaquent pas la Chine directement, mais par le biais de la Russie, se servant des Etats européens pour arriver à ce but majeur. Selon ce plan, Washington n'aurait guère besoin de mettre en marche ses propres soldats, il lui suffirait de vendre aux Européens des armements américains chers et sophistiqués tout en déstabilisant l'économie européenne concurrentielle par une guerre économique qui vise, en premier lieu, la Russie et la Chine, mais qui nuirait également à l'Europe, et ceci massivement.

L'Allemagne, qui avait profité de la coopération avec la Russie comme aucun autre pays d'Europe, a déjà basculé. Ce n'est pas seulement depuis la chute du mur de Berlin et le début de l'administration Clinton en 1993 que Washington travaille à diviser le continent eurasiatique, sur lequel la Russie et l'Allemagne représentent des piliers économiques et politiques clés. On peut spéculer sur la question de savoir si l'«ère nouvelle» en Allemagne aurait été possible sous le gouvernement Merkel. Le fait est que c'est le nouveau gouvernement (dit «gouvernement en feux tricolores», composé des partis social-démocrate, des Verts et des Démocrates Libres) qui a inauguré cette «ère nouvelle», orchestrée par une propagande anti-russe massive. Ce gouvernement n'était en place que depuis quelques semaines, lorsqu'il a effectué un virage à 180 degrés à la politique étrangère et de paix promise, deuxième véritable choc pour la population allemande traditionnellement favorable à la paix, après celui du début de la guerre en Ukraine. A partir de ce moment, plus un seul mot sur les propres erreurs politiques du côté occidental qui avaient fini par provoquer la Russie à faire ce pas, la Russie post-soviétique qui s'était pourtant offerte en tant que partenaire de longue date. Le non était évident du côté occidental: non à la réflexion approfondie, non au dialogue, non au débat, non et refus à toute tentative russe sur le plan diplomatique.

### La tromperie

«Prêts parce que vous l'êtes», tel était le slogan de la campagne électorale des Verts, avec leurs principaux candidats Baerbock et Habeck. Olaf Scholz, l'actuel Chancelier et les socio-démocrates allemands (SPD) ont basé leurs interventions auprès de l'électorat allemand sur le slogan «Du respect pour toi». Tandis que certains se battaient pour la modernisation écologique de l'économie allemande afin de sauver le monde de l'effondrement climatique, le SPD a promis davantage de justice sociale et d'estime pour chacun ainsi que plus de cohésion dans son entourage et une Europe forte.

L'actualité a rendu évident que ces femmes et hommes politiques ont trompé l'opinion allemande par de fausses paroles et des promesses vaines. Le nouveau gouvernement s'est aligné sur le dictat américain de faire la guerre à la Russie, en toute enfreinte de tout concept en faveur de l'amitié et la compréhension des peuples et en apportant ni davantage de respect ni de justice, mais leurs contraintes.

Entre-temps, un véritable tsunami de sanctions économiques unilatérales s'abat sur la

\* Le texte reproduit une conférence tenue de Karin Leukefeld le 19 mars 2022 devant un groupe de lecteurs de *Horizons et débats*.

## «Repères en temps de guerre»

suite de page 1

Russie, sanctions qui – parce qu’elles sont unilatérales – se trouvent en pleine enfreinte des prescriptions de la charte de l’ONU. Manfred Weber, député chrétien-démocrate au Parlement européen, n’est pas le seul à réclamer «des armes, des armes, des armes» pour l’Ukraine. L’engagement pris par les gouvernements fédéraux précédents de ne pas livrer d’armes dans les régions en guerre et en crise n’est plus d’actualité. L’Allemagne envoie des armes en Ukraine, des combattants et des mercenaires allemands vont suivre. Il n’y a même pas deux ans, en juin 2020, les Verts ont présenté au Bundestag une motion sollicitant le retrait des missiles nucléaires américains de Büchel dans l’Eifel et la fin à la compétition allemande au nucléaire. Aujourd’hui, le gouvernement déclare son droit à «l’accès au nucléaire», bien que le Bundestag s’y soit opposé pendant des années. Nous voilà donc face à cette nouvelle génération d’avions de combat commandés aux Etats-Unis capables de transporter leurs bombes nucléaires jusqu’à leur cible.

La Ministre allemande des Affaires étrangères ne parle pas d’initiatives diplomatiques pour mettre fin à la guerre. La verte Baerbock déclare publiquement vouloir «ruiner la Russie» et contribuer à élaborer une nouvelle stratégie à l’encontre de la Chine. Pour la première fois dans l’histoire de la République fédérale d’Allemagne, le Ministère des Affaires étrangères se place en position de «chef de file» à la mise en place d’une «stratégie de sécurité nationale». L’Allemagne est «prête» à un engagement international plus fort «pour la paix», a déclaré la ministre. La politique étrangère sera élaborée «en tenant compte d’une boussole de valeurs claire». Dans ce concept, tout le monde est censé participer: les partis, le Bundestag, les experts et les acteurs de la société civile doivent collaborer avec des partenaires nationaux et internationaux. Ensuite, Berlin veut adapter la nouvelle «stratégie de sécurité» aux plans de l’UE et de l’OTAN.

L’UE, lauréate prix Nobel de la paix il y a dix ans, fournit des armes en faisant emploi d’un fonds européen appelé «Fonds UE en faveur de la Paix» («EU Peace Facility»). Un moyen créé pour toucher des crédits en faveur des initiatives pour la paix se transforme en outil de la guerre en Ukraine.

L’OTAN fournit également des armes. En plus, des milliers de combattants des pays de l’OTAN partent comme mercenaires à l’accueil des flux de réfugiés ukrainiens. Aux Etats-Unis, le consulat ukrainien en a déjà enregistré 20 000. L’un de ces volontaires a déclaré à la chaîne *Deutsche Welle* (DW) à New York: «Je veux aider les plus faibles, défendre ceux qui sont sans défense et leur donner du courage.» La DW a accompagné l’homme dans le magasin d’équipement de combat ou il s’était rendu. Il voulait «enlever la peur aux gens et les aider à faire sortir les réfugiés du pays en toute sécurité».

### Repères en temps de guerre

Comment rester en contact malgré les hurlements guerriers? Comment pouvons-nous nous positionner pour résister à la propagande, à la confusion et aux images toutes faites de l’ennemi? Existe-t-il des repères en temps de guerre?

Il est important de comprendre et d’analyser le conflit. Il est utile d’envisager les différents niveaux: international, régional, local. Il est également important de considérer le conflit sous différentes perspectives. Comme il s’agit d’un conflit international entre la Russie et le bloc occidental dirigé par les Etats-Unis avec l’OTAN et l’UE, ce sont eux et leurs intérêts respectifs qui sont les acteurs au niveau international. Un autre acteur important est la Chine, qui s’est alliée à la Russie au travers de l’*Organisation de coopération de Shanghai* (OCS).

Au niveau régional, il faut respecter les intérêts des Etats directement concernés, à savoir l’Ukraine, la Russie, ainsi que des Etats et régions voisins. Au nord, il s’agit des Etats baltes et scandinaves et des alliances de la région de la mer Baltique et de l’Arctique. Au sud, il s’agit de la Turquie et de la région de la mer Noire, y compris la Méditerranée.

Au niveau local, nous avons un conflit en Ukraine entre le Donbass et Kiev, puis

«Notre propre cœur courageux – que nous dit-il? Regarde de près, ne te laisse pas induire en erreur. Remets en question les rapports des médias qui veulent te faire comprendre ce qui se passe en Ukraine ou ce que la Russie est censée planifier, cherche davantage de sources, des sources diverses. [...] Refuse de te transformer toi-même en ennemi. Maintiens l’amitié avec la Russie et sa population, amitié pour laquelle tant d’hommes et de femmes ont œuvré depuis des décennies. Interviens, à l’instar des travailleurs du fret à l’aéroport de Pise.»

une guerre qui sévit dans le sud-est du pays depuis 2014.

Pour comprendre les différents intérêts et perspectives, je recommande de se faire siennes les «sept questions clefs» qui composent les outils professionnels de tout journalisme sérieux. Il faut noter que ces questions se posent dans deux directions au moins (parfois même plusieurs):

Qui est l’auteur de l’action? Qui est-ce qui s’est désigné par sa passivité, ayant omis de faire quelque chose d’important?

Qu’est-ce qui a été fait? Qu’est-ce qui a été omis de faire?

Où s’est déjoué l’action? Où ses acteurs se trouvent-ils actuellement?

Quand, à quelle moment l’action a été accomplie? Y avait-il une évolution ou une escalade? Dans quel sens?

Comment l’action s’est-elle déroulée? Paisiblement, militairement, autrement?

Pourquoi l’action a-t-elle été réalisée? Quel est son contexte? Quelle en a été son histoire, son évolution?

Quelles sont les sources de ce que je retiens comme faits? Est-ce que mes sources sont fiables?

Il est important d’étudier les antécédents du conflit sur les plans politique, historique, social. Il s’agit également de se demander qui est allié avec qui, qui est ennemi avec qui, etc. Et on constatera que les alliances et les inimitiés peuvent également changer lorsque les intérêts des acteurs se modifient.

Cependant, notamment en temps de guerre, ces règles du code journalistique ne sont généralement pas respectées par les médias. Les médias deviennent des partisans de la guerre ou du moins alliés impliqués dans les intérêts d’un côté, rapportant les faits de manière unilatérale et diffusant de la propagande. C’est pourquoi il est recommandé de jeter un coup d’œil sur les médias d’autres pays et d’autres continents. Cela permet de mieux comprendre leur regard sur les événements et nous apprenons quelque chose sur nous-mêmes et sur nos propres perspectives. Le regard sur la perspective des autres est un bon correctif.

L’analyse, la discussion sur la guerre et ses causes devraient avoir lieu sous forme de débat – dans l’échange avec le plus grand nombre de participants. Des articles de journaux, des textes, des livres ou des conférences aiguisent notre regard, et nous apprenons à voir au-delà de ce qui nous affecte quotidiennement par les médias. Nous pouvons ainsi trouver des moyens de surmonter l’isolement et l’impuissance face à la propagande et aux hostilités dominantes.

### Il faut voir plus loin que le bout de son nez

Etant donné que la Russie et le bloc Etats-Unis/UE/OTAN s’affrontent également dans d’autres parties du monde, nous devrions nous intéresser à l’Asie, au Proche et au Moyen-Orient, à l’Afrique et à l’Amérique latine et du Sud pour voir de plus près comment les événements concernant l’Ukraine y sont perçus. Sur les autres continents, les peuples ont connu l’Europe et les Etats-Unis en tant que puissances coloniales et «empires». Ils ont fait l’expérience de la condescendance, de l’arrogance ainsi que de l’ingérence occidentales pendant des siècles. Une ingérence qui a empêché l’autodétermination et le développement social, économique et politique, qui a exploité les ressources et les êtres humains et qui a laissé les pays instables et dévastés, pour ensuite classer hautainement ces pays comme des «Etats défaillants» («failed states») et les pousser à la dépendance financière des institutions financières internationales. Souvent, ils se trouvent toujours sous l’emprise de la «malédiction de la mauvaise action» sous l’ingérence permanente de puissances externes, comme l’a excellemment décrit et dénommé Peter Scholl-Latour dans son livre paru (en allemand) sous le même titre.

Sur les autres continents, beaucoup de choses sont traitées sur un ton différent de celui qui domine nos informations quotidiennes. L’opposition à la guerre s’y est manifestée bien avant la crise ukrainienne, car la guerre et le pillage des ressources y sont plus que connus. Au nom d’autres voix en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie, j’aimerais rappeler le livre «Les veines ouvertes de l’Amérique latine» (Plon/Terre humaine, ISBN 978-2-259-00744-3) dans lequel le journaliste et écrivain uruguayen Eduardo Galeano décrit, il y a des décennies déjà, les conséquences de 400 ans de domination coloniale en ces termes:

«Ils nous ont laissé [...] des jardins devenus des déserts, des champs en friche, des montagnes creusées, des eaux putrides, de longues caravanes de malheureux condamnés à une mort prématurée et des palais vides remplis de fantômes. [...] Nous, les Latino-américains, sommes pauvres parce que le sol sur lequel nous marchons est riche.»

Très récemment, la contestation de la politique occidentale s’est faite plus forte. Citons à titre d’exemple une déclaration du gouvernement mexicain qui rejette en des termes très durs une résolution du Parlement européen contre le gouvernement mexicain et son président Lopez Obrador:

«[...] Le Mexique est un pays pacifique qui a opté pour la non-violence. Nous sommes pour le dialogue et non pour la guerre. Nous n’envoyons en aucun cas des armes dans un quelconque pays, comme vous le faites actuellement. [...] Et n’oubliez pas que nous ne sommes plus la colonie du monde entier. Le Mexique est un pays libre, indépendant et souverain. Epanouissez-vous, laissez derrière vous votre manie interventionniste que vous cachez derrière vos bonnes intentions. Vous n’êtes pas le gouvernement mondial, et n’oubliez pas ce que disait Benito Juárez, ce géant des Amériques: «Entre les hommes, comme entre les nations, le respect des droits des autres est la paix.»»

### Le regard sur nous

«Die Waffen nieder» (Bas les armes, 2015, Turquoises éditions, broché. ISBN 10-29188223082), tel est le titre d’un livre de 1889 qui a rendu Bertha von Suttner – la militante pour le désarmement et la paix – célèbre dans toute l’Europe. Quelques années plus tard, la Société allemande pour la paix (DFG) a été fondée à Berlin, capitale allemande que l’on appelait alors «la citadelle du militarisme». Les mouvements pacifistes existent depuis plus de 100 ans en Allemagne et en Europe, et pourtant ces décennies ont été pleines de guerres. Pourquoi? Pourquoi n’ont-elles pas été empêchées? Cette question est importante, car «l’humanité disposerait d’assez d’argent, de travail, de nourriture si nous répartissions correctement les richesses du monde au lieu de nous rendre esclaves de doctrines économiques rigides [...]. Mais surtout, nous ne devons pas laisser nos pensées et nos efforts être détournés d’un travail constructif et malmenés à préparer une nouvelle guerre».

Ces mots sont tirés d’une interview dans laquelle Albert Einstein parle sur la paix. Il est abordable par un petit livre publié par la maison d’éditions suisse Diogenes (1972) sous le titre «Pourquoi la guerre?» Le cœur de ce petit livre figure dans un échange de lettres entre Albert Einstein et Sigmund Freud datant de la fin de l’été 1933. Dans le cadre d’un livre échange d’opinions avec une personne de son choix, la Société des Nations avait alors proposé à Einstein de discuter d’un sujet fixé de lui. Einstein s’était adressé à Sigmund Freud, proposant la question qui lui semblait alors être «la question la plus cruciale de la civilisation»: *Y a-t-il moyen de libérer les hommes de la fatalité de la guerre?*

Les progrès de la technique en font une question existentielle, écrit Einstein à Freud.

Selon lui, tous les efforts pour la résoudre avaient «échoué dans une mesure effrayante». Einstein se posait cette question existentielle en se rendant compte de la catastrophe de la Première Guerre mondiale et face à la montée du fascisme en Europe. Peu après leur correspondance – qui à l’époque n’avait d’ailleurs été diffusée qu’à 2 000 exemplaires – l’invasion de la Pologne par la Wehrmacht allemande a marqué le début de la Seconde Guerre mondiale avec ses terribles destructions et l’utilisation des bombes atomiques à Hiroshima et Nagasaki.

Comment se fait-il que la jeunesse européenne d’aujourd’hui sache comment sauver le climat, tout en ne disposant de pratiquement aucune connaissance sur les causes des crises et des guerres sur notre planète? Pourquoi n’a-t-on pas vu monter le danger imminent d’une guerre en Ukraine? Parce que nous étions mal informés? Parce que nous n’avons pas pris au sérieux notre voisin russe? Parce que nous avons ignoré les guerres dans d’autres parties du monde? Parce que nous pensons que nous sommes décidément du côté des «bons» défendant nos «bonnes» valeurs?

N’est-ce pas plutôt notre guerre que l’Occident a menée dans d’autres pays, avec d’autres acteurs et de différentes manières, mais surtout dans le but de s’assurer leurs richesses, leurs matières premières, leurs voies de transport et leur contrôle. N’a-t-on pas affaire à un genre de guerre qui est revenue là à son point d’origine?

### Que faire?

En temps de guerre, on s’attend à ce que l’on soutienne «les siens», l’autre étant «l’agresseur». Lorsque l’Allemagne a déclaré la guerre à la Russie en 1914, l’empereur Guillaume II a embobiné la quasi-totalité allemande en proclamant: «Je ne vois plus de partis, je ne vois que des Allemands!» Le président américain George W. Bush a déclaré après le 11 septembre 2001: «Qui n’est pas avec nous est contre nous!» lançant ainsi la «guerre contre la terreur» qui se poursuit encore aujourd’hui.

Mais que faire si on ne veut pas se ranger parmi les «siens»? Parce que – comme l’écrivaine Christa Wolf le fait dire à Casandre – on ne veut pas «se faire berné par les siens»? Que se passe-t-il si on n’accepte pas de se ranger, de s’aligner? Ou si l’on n’est pas capable de pratiquer le sourd vis-à-vis du raisonnement de l’autre camp, même si l’on ne veut pas la guerre? On se trouve là devant un choix difficile à prendre, une décision que personne ne peut prendre à notre place. Quelle voie suivre en temps de guerre?

Un guide très personnel qui m’accompagne toujours provient d’un livre pour enfants. Il raconte l’histoire de la petite Nuni et de son long voyage de retour depuis la «clôture du bout du monde». Dans son périple à travers les montagnes, les lacs, les forêts et le désert, elle est aidée par les étoiles. Elle rencontre l’homme-calendrier et de nombreux animaux dont la sagesse, l’humour, l’anxiété et la confiance la confortent dans l’idée qu’elle doit se fier à son propre cœur courageux.

### Notre propre cœur courageux – que nous dit-il?

Regarde de près, ne te laisse pas induire en erreur. Remets en question les rapports des médias qui veulent te faire comprendre ce qui se passe en Ukraine ou ce que la Russie est censée planifier, cherche davantage de sources, des sources diverses. Parle avec ta famille, tes amis, tes voisins et tes collègues de ce que tu as découvert par rapport à ce qui se passe en Ukraine, mais aussi sur d’autres champs de guerre et états injustes. Refuse de te transformer toi-même en ennemi. Maintiens l’amitié avec la Russie et sa population, amitié pour laquelle tant d’hommes et de femmes ont œuvré depuis des décennies. Interviens, à l’instar des travailleurs du fret à l’aéroport de Pise. Ils ont découvert que des armes étaient transportées dans des caisses et des conteneurs déclarés comme «fret humanitaire pour l’Ukraine».

En Allemagne, la situation est particulièrement tendue, ceux qui ne s’alignent pas sont mis au pilori. Vous autres Suisses, défendez votre neutralité! Vous ne la préservez que si vous tenez l’UE et l’OTAN à l’écart!

(Traduction Horizon et débats)

## Ne jamais oublier – 23 ans écoulés après l'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie

Comme les années précédentes, le Forum de Belgrade pour un monde d'égaux commémore le 24 mars pour se souvenir du début de l'agression illégale et criminelle de l'alliance de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY) en 1999, et pour rendre hommage aux défenseurs de la patrie tombés au combat, et aux civils tués.

Cette agression fut la première guerre menée sur le sol européen depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Alors que les bombes et les missiles de croisière de la plus puissante machine militaire de l'histoire de l'humanité détruisaient un petit pays européen, ils détruisaient également le système de sécurité européen et mondial fondé sur la Charte des Nations unies, l'Acte final de l'OSCE et la Charte de Paris. Aujourd'hui encore, l'Europe et le monde souffrent des graves conséquences de cette destruction. L'OTAN s'était alors alliée à l'Armée de libération du Kosovo UÇK, une formation séparatiste et terroriste, opérant comme son aile d'infanterie, et soutenant ainsi le séparatisme et le terrorisme.

Le 23 mars 2022 à 11 heures, des représentants du Forum de Belgrade, ainsi que leur partenaire, le Club des généraux et amiraux de Serbie, et d'autres organisations à vocation patriotique, ont déposé dans le parc Tašmajdan une gerbe au monument dédié aux enfants serbes tués pendant l'agression. Au cours de la cérémonie, Dragutin Brčtin, directeur du Forum de Belgrade, a prononcé un discours au nom du Forum. Vers midi, des représentants du Forum de Belgrade et du Club des généraux et amiraux de Serbie, ainsi que d'autres organisations patriotiques, ont rendu hommage à toutes les victimes de l'agression de l'OTAN au monument «Feu éternel» à Novi Beograd. A cette occasion, l'ancien général Luka Kastratović, président du conseil d'administration du Club des généraux et amiraux de Serbie, a prononcé un discours.

Le Forum de Belgrade a invité toutes les organisations patriotiques et les individus qui tiennent à honorer la mémoire des membres des forces militaires et de sécurité serbes tombés au combat et de tous ceux qui ont été tués lors de l'agression, à participer à ces événements et à rendre ainsi hommage aux défenseurs et aux civils tombés au combat.

### La stratégie d'expansion militaire vers l'Est a commencé dès 1999

Nous assistons actuellement à des appels au respect du droit international et à l'accusation d'autres pays de le violer, lancés de manière cynique par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'ensemble de l'OTAN, à savoir par exactement les mêmes pays et organes qui ont eux-mêmes attaqué illégalement la RFY sans décision du Conseil de sécurité des Nations unies, les mêmes qui ont délibérément utilisé des missiles chargés d'uranium appauvri et d'autres armes interdites pour bombarder délibérément et sans discernement les infrastructures de notre pays et des cibles civiles, qui ont tué des enfants, des femmes, des patients d'hôpitaux et des civils, et qui ont ouvertement mené des campagnes de dénigrement du peuple serbe dans les médias internationaux.

La commémoration du début de l'agression de l'OTAN contre notre pays en 1999 est une nouvelle occasion de se souvenir de tous ses crimes et atrocités et de rappeler à notre opinion publique, en particulier aux jeunes, les horreurs et les dommages que cette agression a causés, ainsi que ses conséquences, dont beaucoup ne sont pas encore réparées. Le précédent d'une agression menée sans l'accord du Conseil de sécurité des Nations unies a été réutilisé lors des agressions suivantes en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie. L'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999 a été une étape dans la réalisation de la stratégie d'expansion militaire vers l'Est, en direction de la frontière russe, qui est la véritable cause de la crise ukrainienne.



### Séquelles de guerre après l'agression de l'OTAN depuis 1999

Du 24 mars au 10 juin 1999, la République fédérale de Yougoslavie a été attaquée pendant 79 jours. Les attaques massives menées par les forces aériennes de l'OTAN, qui ont utilisé des systèmes de missiles et d'autres armes aériennes, maritimes et terrestres, en collaboration avec les terroristes albanais de l'UÇK, l'armée régulière de la République d'Albanie, les mercenaires recrutés et financés par les pays occidentaux, ainsi que les instructeurs et les forces spéciales des principaux pays occidentaux, ont tué sans distinction des membres des forces armées yougoslaves et des forces de l'ordre de la République de Serbie, ainsi que des civils, y compris des enfants. Ils ont, également, détruit des monuments culturels, des églises et des monastères, dévasté des infrastructures militaires, économiques, stratégiques et de transport, des installations commerciales, des installations et institutions civiles, des écoles, des jardins d'enfants, des hôpitaux et même la radio publique, la radio-télévision de Serbie, tuant 16 de ses employés. Au cours de cette agression, l'OTAN a mené 2 300 raids aériens sur 995 installations dans tout le pays, et ses 1 150 avions de combat ont tiré quelque 420 000 projectiles d'une masse totale de 22 000 tonnes, dont des munitions à l'uranium appauvri.

On estime le nombre de victimes à environ 4 000, dont environ 3 000 civils et 1 031 membres de l'armée et de la police. 89 enfants ont été tués. Au total, plus de 12 000 personnes ont été blessées, dont environ 6 000 civils, parmi lesquels 2 700 enfants, et 5 173 militaires et policiers. 25 personnes sont toujours portées disparues.

La liste exacte des victimes civiles n'étant pas encore disponible, le Forum de Belgrade lance un nouvel appel aux autorités étatiques pour qu'elles mènent enfin à bien cette triste tâche. Lors de leurs attaques contre la République fédérale de Yougoslavie, les forces de l'OTAN ont utilisé environ un millier d'avions (avions de combat, chasseurs-bombardiers, bombardiers, avions-reconnaissance, etc.); les forces armées des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne ont pris la plus grande part dans les attaques aériennes, même si d'autres membres de l'OTAN ont également joué un rôle important dans l'agression.

Les raids aériens ont détruit et endommagé 25 000 habitations, paralysé 470 km de routes et 595 km de voies ferrées. Ont été endommagés, en outre, 14 aéroports, 19 hôpitaux, 20 centres de santé, 18 jardins d'enfants, 69 écoles, 176 monuments culturels et 44 ponts, tandis que 38 autres sites ont été totalement détruits. Parmi ces derniers, la destruction de deux raffineries de

pétrole (à Pančevo et Novi Sad), le dynamitage de la tour de transmission d'Avala, du bâtiment de la radio-télévision serbe, du complexe pétrochimique de Pančevo, le bombardement de ponts à Novi Sad, de l'usine automobile Zastava à Kragujevac, de l'ambassade de la République populaire de Chine et de nombreuses autres cibles civiles revêtent une importance particulière. On estime qu'environ 38 % des installations attaquées étaient réservées à des usages civils. Les dommages de guerre ont été estimés à environ 100 milliards de dollars américains.

### Et les effets tardifs jusqu'à ...?

Les bombardements sur le territoire de la République de Serbie ont régulièrement utilisé des munitions interdites par la Convention de Genève, et au total 15 tonnes d'uranium ont été larguées sur la Serbie. Conséquence directe des missiles à l'uranium appauvri, il a été annoncé en 2015 que la Serbie occupait la première place en Europe en matière de mortalité due aux tumeurs malignes. En outre, un millier de bombes à fragmentation ont été larguées à 219 endroits sur une superficie de 23 000 km<sup>2</sup>, tuant un grand nombre de civils. Suite à cela, depuis la fin de l'agression jusqu'en 2006, six personnes ont été tuées par l'explosion de bombes à fragmentations sur l'ensemble du territoire de la Serbie-Monténégro, et douze autres ont été blessées.

Il est peu probable que l'on puisse jamais recenser avec précision toutes les victimes des effets à long terme des missiles à l'uranium appauvri, des bombes à fragmentation non explosées et d'autres armes mortelles. Le Forum de Belgrade demande aux autorités publiques compétentes de veiller à ce que se poursuivent les travaux des organes spéciaux chargés d'évaluer les conséquences de l'utilisation d'armes à l'uranium appauvri et d'autres moyens et méthodes utilisés pendant l'agression de l'OTAN.

L'agression a pris fin le 10 juin 1999 avec la signature de l'accord militaro-technique à Kumanovo et l'adoption consécutive de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui prévoyait un cessez-le-feu et le transfert temporaire de l'administration du Kosovo et de Metohija aux Nations unies. Conformément à cet accord, l'armée de la République fédérale de Yougoslavie, la police et l'administration de la République fédérale de Yougoslavie et de la République de Serbie se sont temporairement retirées dans le territoire de la Serbie centrale. Dans le cadre du retrait de l'armée et de la police, quelque 250 000 Serbes et autres non-Albanais ont fui le Kosovo et Metohija pour se réfugier dans les régions centrales de la Serbie. La Serbie a ainsi été le pays ayant accueilli le plus grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées en Europe après cette guerre et d'autres qui ont marqué la désintégration violente et forcée de la Yougoslavie.

### Cynique

Il est extrêmement cynique d'accuser d'autres pays de crimes que les principaux pays de l'OTAN ont eux-mêmes commis en permanence. Il serait bon qu'ils s'arrêtent un instant, au moins aujourd'hui. Au lieu d'accuser les autres, qu'ils se souviennent de leurs propres méfaits, qu'ils se repentent et qu'ils réparent tous les torts qu'ils ont causés à notre pays, mais aussi à d'autres pays, notamment l'Irak, l'Afghanistan, la Syrie, la Libye et d'autres.

Forum de Belgrade pour un monde d'égaux,  
le 16 mars 2022

(Traduction Horizons et débats)

### Pro memoria

### A propos de l'Ukraine – mots prophétiques de l'an 2014

#### Extraits du document final de la Conférence internationale à l'occasion de la 15<sup>e</sup> journée commémorative de l'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie, tenue les 22 et 23 mars 2014 à Belgrade

«Exporter la démocratie et dicter des modèles de culture et de civilisation est devenu pratique courante des puissances occidentales, notamment des Etats-Unis, qui aspirent à gouverner le monde selon leurs propres normes et en accord avec leurs intérêts particuliers. L'imposition de tels modèles de culture et de civilisation constitue un acte de violence dirigé contre toute réalité, aboutissant presque toujours aux conflits, aux troubles internes, aux fragmentations et aux divisions des plus profonds. Au fur et à mesure que de tels procédés évoluent ils sapent la paix dans le monde fournissant des prétextes parfaits à toutes sortes d'ingérence militaire extérieure. Ce modèle a conduit aux soi-disant «révolutions de couleur» en Géorgie, au Venezuela et en Ukraine ainsi qu'aux «révolutions du printemps arabe» tant acclamées de certains, entreprises qui n'ont eu pour résultat que de dévaster le monde et d'effectuer un pas en arrière de plusieurs décennies pour les populations soumises, comme ce fut le cas par exemple en Libye, en Egypte et en Syrie.

La stratégie de l'interventionnisme englobe plusieurs motifs et objectifs. Il s'agit notamment du contrôle des ressources naturelles et du développement, de la redistribution des ressources et de la réorganisation géopolitique du monde à l'encontre et au détriment de l'adversaire géopolitique principal préalablement défini. C'est de cette manière que le bloc Etats-Unis/OTAN/UE a orchestré la crise en Ukraine dont la solution n'est toujours pas en vue. On peut dire que la crise ukrainienne représente la menace la plus dangereuse pour la paix depuis la fin de la guerre froide. Au lieu de reconnaître l'Ukraine en tant que lien naturel

entre la Russie et l'Europe, l'Occident a décidé d'intervenir en l'arrachant artificiellement à son environnement culturel, civilisationnel et géopolitique naturel pour l'entraîner en direction du sien. Ce faisant, l'Occident n'a absolument pas fait attention au fait que cette approche risque de conduire à des conflits internes en Ukraine et de mettre en danger les intérêts vitaux de la Russie. Ce jeu géopolitique dangereux, joué par l'Amérique, l'OTAN et l'UE contre la Russie sous forme de guerre par procuration aux dépens de l'Ukraine (guerre menée sous le «noble» mais faux prétexte qu'elle promeut le bien des Ukrainiens et leur fondement démocratique) a totalement ignoré les conséquences résultant d'une telle politique qui sont en effet opposées aux intérêts de l'Ukraine, à sa population, à la paix et à la sécurité en Europe ainsi que dans le monde. Les participants à la conférence se sont prononcés en faveur d'une solution politique pacifique exempte de toute ingérence et pression extérieure, c'est-à-dire une solution qui garantisse la volonté du peuple ukrainien et respecte son rôle de pont entre l'Est et l'Ouest. Une telle solution présuppose l'abandon de la pernicieuse «extension vers l'Est» [de l'OTAN], qui a déjà conduit à une déstabilisation en Europe. Les participants ont exprimé leur respect au peuple de la Crimée qui a fait usage de son droit à l'autodétermination, acte qui a finalement conduit à sa réunification avec la Russie.»

Source : *The Global peace vs. Global Interventionism. Belgrade Forum for a World of Equals, Belgrade, 2014. ISBN 978-86-83965-44-1.*

The Belgrade Forum Information Service,  
beoforum@gmail.com

(Traduction Horizons et débats)

# Les hommes et femmes politiques allemands parlent de paix ... mais comment agissent-ils en réalité?

par Karl-Jürgen Müller

Plusieurs milliers de personnes ont été victimes de la guerre en Ukraine au cours des huit dernières années, une nouvelle «défaite de l'humanité» en effet. Chaque jour d'avance sur celui où les armes se tairont sauve des vies humaines. Toutes les parties en présence devront donc œuvrer en direction d'un résultat positif rapide des négociations entre la Russie et l'Ukraine. Mais ils sont toujours nombreux à vitupérer contre cette guerre avec des intentions apparemment belliqueuses. C'est notamment le cas en Allemagne.

Actuellement chaque jour, nos médias abondent en textes et images sur la guerre en Ukraine. Abstraction faite de quelques médias Internet ou de petits journaux indépendants, on constate qu'il ne s'agit généralement guère d'informations en quête de la vérité ou même d'efforts en faveur de la paix, mais qu'il s'agit plutôt de présenter la politique russe – et en particulier son président – sous le pire jour possible tout en blanchissant l'action des Etats de l'OTAN.

L'une des priorités consiste à accuser la Russie de violations flagrantes du droit international et du droit international humanitaire.<sup>1</sup> Cela n'encourage que ceux dont le but est une poursuite manifeste d'escalade du conflit. Officiellement, le langage prône la paix tandis que l'OTAN et l'UE déclarent la guerre hybride à la Russie. De quoi s'agit-il? «La guerre hybride ou la conduite de la guerre hybride décrit l'application mixte et flexible de moyens de conflit réguliers et irréguliers, symétriques et asymétriques, militaires et non militaires, employés ouvertement et en camouflage, dans le but d'effacer entre les états le seuil de guerre et de paix, opposition que le droit international tente de distinguer.» C'est ce que dit Wikipedia, en décrivant ainsi exactement ce que font actuellement les pays de l'OTAN, les pays de l'UE, d'autres pays alliés aux Etats-Unis – et malheureusement même la Suisse. C'est jouer dangereusement (ce n'est pas un jeu!) avec le feu.

Après ces remarques qui s'imposent face aux attitudes prévalant sur le plan international (au moins en Occident), celles qui suivent porteront sur l'Allemagne.

## Pas de zones d'exclusion aérienne ni de forces de maintien de la paix ...

Le 23 mars Olaf Scholz, chancelier allemand, s'est longuement exprimé lors du débat au Bundestag sur le budget du chancelier et de la chancellerie fédérale. A cette occasion, il s'est exprimé de la sorte:

«J'entends bien sûr les voix de ceux qui réclament une zone d'exclusion aérienne ou des forces de maintien de la paix de l'OTAN en Ukraine. Aussi difficile que cela puisse être, nous ne céderons pas à cela. En près de 80 ans d'histoire d'après-guerre, nous avons réussi à éviter l'inimaginable: une confrontation militaire directe entre notre alliance de défense occidentale, l'OTAN, et la Russie. Il faut en rester là. De nombreux citoyens sont très inquiets, car ils comprennent que c'est précisément ce qui se cache derrière des termes tels que «zone d'exclusion aérienne» et «forces de maintien de la paix». Jour après jour, je reçois des centaines de lettres et de courriels inquiets. Partout où l'on parle avec les citoyens, on rencontre tôt ou tard la question suivante: y aura-t-il une guerre, même chez nous? A cette question, il n'y a qu'une seule réponse: L'OTAN ne sera aucunement belligérant. Nous sommes d'accord avec nos alliés européens et les Etats-Unis sur ce point. C'est un impératif de bon sens. Toute attitude divergente serait irresponsable.» Et le chancelier allemand d'y ajouter, un moment plus tard: «Nous poursuivons toute tentative dans le but que la paix règne à nouveau sur notre continent.» Pour conclure en citant le dicton fameux de Willy Brandt: «Sans aboutir à la paix, tout est vain («... ohne Frieden ist alles nichts»).

Jusque-là, tout va bien.

## ... mais qu'en est-il des livraisons d'armes et de la guerre économique?

Le 7 février 2022, on pouvait encore lire sur la «Deutsche Welle» (DW), la chaîne publique

allemande diffusant à l'étranger: «Le gouvernement fédéral rejette les demandes de livraison d'armes de l'Ukraine. Raison invoquée: par principe, l'Allemagne n'envoie pas d'armes de guerre dans les régions en crise.» (Souligné par km.) Or, le chancelier allemand vient d'affirmer, s'adressant directement et en public à Volodymyr Zelensky: «Monsieur le Président Zelensky, l'Ukraine peut compter sur notre aide. Depuis le début de la guerre, l'Allemagne fournit à l'Ukraine des armes blindées et anti-aériennes, des équipements et des munitions. L'Union européenne fournit en outre un milliard d'euros d'aide militaire.» N'est-il pas très probable que les livraisons d'armes à l'Ukraine prolongent la guerre?

Dans le discours du chancelier allemand du 23 mars 2022, on tombe sur le passage qui suit: «En collaboration avec nos partenaires internationaux, nous avons imposé des sanctions qui n'ont pas d'équivalent. Pendant des mois, nous les avons préparées dans les moindres détails pour qu'elles touchent les personnes ciblées, pour qu'elles soient efficaces. [...] Et nous le voyons: les sanctions sont en effet une réussite. L'économie russe vacille, la bourse est en grande partie fermée, la monnaie s'est effondrée, les devises manquent, les entreprises étrangères quittent le pays par centaines. Mais ce n'est que le début. Beaucoup des conséquences les plus dures n'apparaîtront que dans les semaines à venir. Nous voilà donc dans un effort constant de rendre plus efficace encore l'impact de nos sanctions.» (Souligné par km.)

Aujourd'hui, dans les pays de l'OTAN et chez ceux qui partagent les mêmes orientations, on parle en toute franchise de «guerre économique» contre la Russie. Est-ce donc cela qui servira la paix?

## L'Allemagne face au réarmement massif

Au cours des cinq prochaines années, l'Allemagne veut débloquer 100 milliards d'euros de plus que prévu au budget de l'armement. Dans l'avenir, les dépenses destinées à l'armement seront durablement augmentées à plus de deux pour cent du produit national brut (PNB) (somme représentant pour l'année 2022, plus de 70 milliards d'euros au lieu des 50 milliards d'euros prévus jusqu'à présent, donc les dépenses de l'armement dépassent celles réservées à l'armement russe).

Enfin et surtout: le dialogue entre les deux pays ainsi que les échanges culturels avec la Russie et les Russes ont été largement interrompus du côté allemand tandis que les contacts interpersonnels deviennent de plus en plus difficiles.

Comment peut-on sérieusement aspirer à la paix tout en menant, activement et en même temps une guerre hybride? Et ceci sans avoir été soi-même attaqué, sans avoir été menacé d'attaque, sans obligation d'alliance (à laquelle les membres de l'OTAN doivent se conformer)? C'est aussi pour cette raison que la rhétorique allemande actuelle sur le réarmement (martelant constamment «la Russie nous menace!») est tout sauf honnête.

## La Yougoslavie et la Russie

Une fois déjà, en 1999, l'Allemagne a participé à une guerre d'agression contraire au droit international, celle de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie. A l'époque, la guerre d'agression fut étiquetée d'«intervention humanitaire». Parallèle significative: à l'époque également, aucun Etat membre de l'OTAN n'avait été menacé ou attaqué. Mais de graves crimes ont également été reprochés aux dirigeants politiques et militaires de la République fédérale de Yougoslavie. Le ministre allemand des Affaires étrangères de l'époque, Joseph Fischer (Les Verts) voulait «éviter un nouvel Auschwitz». Dans les étages directeurs des agences de relations publiques de l'OTAN, on a trinqué au champagne après le succès de ce genre de propagande.<sup>2</sup> Il n'en reste pas moins que la Russie d'aujourd'hui est capable de se défendre bien mieux que la République fédérale de Yougoslavie de l'époque. Est-ce là, la raison pour laquelle

les bombes de l'OTAN ne sont pas encore tombées sur Moscou comme sur Belgrade en 1999?

Depuis 2007 (discours du président Vladimir Poutine devant la conférence de Munich sur la sécurité), la Russie n'a cessé de présenter et de justifier ses exigences de sûreté les ayant concrétisé par deux projets d'accord datant de la mi-décembre 2021. La Russie les estime toujours essentiels et sollicite une réponse sérieuse insistant sur ce qu'il faut accéder à un degré de sécurité équitable pour tous les Etats européens. Ces exigences sont toujours d'actualité du point de vue de la Russie et ne sont absurdes que du point de vue restreint des pays de l'OTAN. Du moins, c'est ainsi que les Etats-Unis et les pays de l'OTAN ont réagi jusqu'à présent aux propositions et exigences russes.

## La guerre économique va de pair avec la guerre de propagande

Nous avons expliqué à maintes reprises dans *Horizons et débats* que les sanctions unilatérales sont contraires au droit international et aux droits de l'homme.<sup>3</sup> D'autres droits fondamentaux ne sont pas respectés non plus. Cela va de l'atteinte aux propriétés des citoyens russes jusqu'au droit à la liberté d'expression. C'est en Occident, chez nous donc, que les citoyens contredisant le rouleau compresseur de la propagande alignée sur les cercles bellicistes sont cloués au pilori. Il est profondément indigne de voir comment beaucoup cèdent désormais à la pression en faisant leur révérence en public devant la politique de guerre occidentale.

Le 16 mars, le *Redaktionsnetzwerk Deutschland (rnd)* titrait: «Ne croyez pas vos yeux! Au milieu de la guerre des images qui déferle, tout est possible.» Plus loin, il y est dit: «Jamais auparavant, une guerre moderne n'a produit un tel flot d'images invérifiables.» On ne peut qu'à y consentir. C'est pourtant au paragraphe suivant où ce réseau rédactionnel se démasque, en disant: «La perfection technique avec laquelle la propagande du Kremlin, par exemple, conçoit et diffuse en masse depuis des années des contes d'images utiles pour influencer, dans le sens de Poutine, l'opinion publique à l'intérieur et à l'extérieur, a atteint, selon les conclusions des experts occidentaux, un nouveau niveau d'escalade.» (Souligné par km.) Et cela continue dans ce style partisan et accusateur jusqu'à la fin de l'article. Qui sont-ils, ces experts? Par exemple le directeur du portail en ligne *«tagesschau.de faktenfinder»*, qui est en outre «chef du département d'investigation». Eh bien, alors, tout ce qui en découle doit donc être incontestablement vrai...

## Quel «changement d'époque»?

Qu'est-ce que ce «changement d'époque» dont parle le gouvernement allemand depuis fin février? Et que faut-il entendre par là lorsqu'un quotidien suisse titre, précisément le 25 février 2022, sur la une: «La fin du vieux monde a commencé»? Nous connaissons ce vocabulaire depuis les jours et les semaines qui ont suivi le 11 septembre 2001. Il s'en est suivi cette interminable «guerre contre la terreur» qui a plongé l'Afghanistan, le Proche-Orient et certaines parties de l'Afrique dans le chaos et dont ces régions du monde n'ont toujours pas réussi à s'en remettre.

Aujourd'hui, aux rangs des forces armées ukrainiennes, se battent des russophobes racistes. Avec de l'«aide» allemande? Avec des armes allemandes? La guerre de l'Allemagne nazie contre l'Union soviétique était une guerre d'extermination à motivation raciste contre les «sous-hommes slaves» (l'idéologue raciste nazi Alfred Rosenberg avait repris ce terme de «sous-homme» de l'anthropologue, idéologue racial et eugéniste américain Lothrop Stoddard). Que pensent les Allemands d'aujourd'hui lorsqu'ils réfléchissent à cette question? Acceptent-ils que le chancelier allemand qualifie de «ridicule» le constat russe selon lequel un génocide vient d'être

perpétré contre la population d'origine russe dans l'est de l'Ukraine, lors de la «Conférence sur la sécurité» des pays de l'OTAN à Munich, tenue de manière extrêmement agressive, le week-end précédant le 24 février?

L'ancien président allemand Joachim Gauck avait déclaré, lors d'un talk-show à la télévision allemande de début mars 2022, que l'on pouvait bel et bien «souffrir d'un peu de gel en faveur de la liberté». Il le faisant, s'est pourtant attiré des critiques pour ce mot peu convainquant de quelqu'un qui vit dans des conditions plus qu'aisées. Il faut ajouter la question de savoir de quelle «liberté» il parle. Le fait est que l'Allemagne est en train d'abandonner ce qui lui reste de liberté politique au profit d'un front unique transatlantique qui s'impose. Ce front risque fort de coûter cher aux Allemands eux-mêmes. La déclaration gouvernementale du chancelier fédéral du 27 février 2022 a déjà suffisamment montré le degré de perte d'autonomie de pensée au rang du gouvernement allemand et la régie presque totale des règlements de langage imposés au gouvernement allemand par les spécialistes transatlantiques de la guerre des idées. L'ampleur de l'abus de langage est énorme. Une telle perte de liberté et d'autonomie mentale est dénommée, de cette même source, la nouvelle «solidarité».

Est-il donc possible que les Allemands acceptent un tel «changement» à long terme? •

<sup>1</sup> Il est impossible d'aborder ici la question de savoir dans quelle mesure la conduite de la guerre par la Russie viole le droit international et le droit humanitaire international. La question est importante, mais je considère qu'il est présomptueux, et donc plutôt relevant de la propagande que de vouloir donner dès à présent une réponse solide à cette question. Dans son discours du 24 février 2022, le président russe a invoqué le traité d'alliance avec les républiques de Donetsk et de Louhansk, reconnues comme Etats indépendants le 21 février 2022, ainsi que l'article 51 de la Charte des Nations unies (droit à la légitime défense individuelle et collective). La Russie conteste les allégations occidentales de crimes de guerre russes. Accuser l'autre partie de crimes de guerre (atrocités) fait cependant partie du répertoire standard de la propagande de guerre. C'est pourquoi, là encore, la plus grande prudence est de mise tant qu'une vérification solide n'est pas effectuée.

<sup>2</sup> cf. Becker, Jörg/Beham, Mira. «Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod». 2006 (Nomos-Verlag)

<sup>3</sup> cf. entre autres: de Zayas, Alfred. «Les sanctions unilatérales violent les traités internationaux». Ds: *Horizons et débats*, éd. 9/10 du 14/04/2015; Köchler, Hans. «Les sanctions du point de vue du droit international». Ds.: *Horizons et débats*, éd. 11/12 du 22/05/2018

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit  
international, du droit humanitaire et  
des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Redaction  
Jean-Daniel Urben  
Peter Küpfer

Redaction et administration  
Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros  
ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhaid».

## «Tout avis divergent est supprimé!»

### Sur la guerre en Ukraine

Interview de Robin Delobel avec Anne Morelli

Historienne et professeure à l'Université Libre de Bruxelles (ULB), spécialiste de la critique historique appliquée aux médias, Anne Morelli a publié l'ouvrage de référence «Principes élémentaires de propagande de guerre». Nous l'interrogeons sur la propagande de guerre appliquée au conflit ukrainien. Le rejet de la responsabilité sur l'autre partie que l'on peut apercevoir ces derniers jours dans les médias correspond aux principes édictés dans son livre. Elle affirme que la diabolisation de l'adversaire, dont la parole est sans cesse décrédibilisée, ne permet pas de comprendre le conflit.

Robin Delobel: Nos médias donnent toute la responsabilité à Poutine. Pourquoi n'examinent-ils pas les conséquences des actions qui ont précédé dans le camp occidental, à savoir celles des Etats-Unis, de l'Europe et des dirigeants ukrainiens?

On est dans une situation où il n'y a pas de place pour les divergences. Je suis sidérée de voir des affiches telles «Sauver l'Ukraine», «Poutine assassin!» et d'autres messages dans ce genre à l'ULB. C'est la première fois que je vois des étudiants se positionner ainsi dans un conflit militaire. Il faut souligner que l'Ukraine dispose d'un arsenal d'armes préoccupant, et ces armes ne sont pas arrivées toutes seules. Depuis 2014, on arme l'Ukraine et le gouvernement lance régulièrement ses armes contre les «indisciplinés» des territoires qu'il appelle «prorusses».

Lorsqu'en Yougoslavie, des territoires comme la Croatie et le Kosovo ont fait sécession, on a applaudi. Les pays occidentaux les ont directement soutenus. Par exemple, l'Allemagne ou le Vatican ont tout de suite reconnu l'indépendance de la Croatie alors qu'on était occupé à dépecer un pays qui jusque-là était uni. Mais quand c'est l'inverse, comme c'est le cas ici où c'est «notre ennemi» qui soutient une autonomie on dit que c'est scandaleux. On se trouve face à un deux poids deux mesures flagrant. Imaginez si demain les Basques, les Catalans ou les Flamands voulaient leur autonomie. Est-ce qu'on applaudirait?

On ne comprend pas très bien ce qui a poussé la Russie à attaquer l'Ukraine, sauf à consi-

dérer que Poutine est un fou furieux qui veut dominer le monde. Une dépêche de l'AFP, reprise par de nombreux médias, évoque pourtant ce que Moscou reproche à Kiev: génocide au Donbass, présence de néonazis et prétentions atomiques de Zelensky... Mais l'AFP précise que ce sont des «accusations folles». Un jugement judicieux?

La diabolisation de l'ennemi, c'est un principe de base de la propagande de guerre, assez continu. Napoléon était fou. Le Kaiser allemand, Saddam Hussein, Milosevic et Khadafi l'étaient aussi. Et Poutine est fou bien entendu. Nous par contre, nous avons la chance d'avoir des dirigeants qui sont tous sains d'esprit tandis que de l'autre côté, ce sont tous des fous furieux. C'est élémentaire comme principe de propagande de guerre.

Pourtant, la question des néonazis est bien réelle. Le Bataillon Azov, ce ne sont pas des enfants de chœur, ce sont des néo-nazis. Il faut aussi rappeler qu'une partie des Ukrainiens se sont solidarisés de l'Allemagne nazie. Il y a une partie de la population qui a combattu les nazis, mais une partie qui a soutenu le génocide des juifs et toutes les atrocités.

Quand Poutine dit «On va lutter contre les fascistes ukrainiens», la Russie sait de quoi elle parle. Là aussi, la propagande occidentale a fait oublier que c'est l'ex-URSS qui a le plus contribué à la défaite de l'Allemagne nazie. C'était tout à fait évident pour la population belge en 1945. Mais depuis, la propagande a fait ses effets à travers notamment les productions d'Hollywood, des films comme «Il faut sauver le soldat Ryan» et une multitude d'autres.

Comment développer un mouvement pacifiste dans ces conditions et quel rôle pouvons-nous jouer?

C'est très difficile pour l'instant. Ça correspond au dixième principe, si on pose des questions au moment de la guerre c'est déjà aller trop loin. On vous considère pratiquement comme un agent de l'ennemi.

Si on demande «Les gens du Donbass n'ont-ils pas le droit, comme ceux du Kosovo, d'avoir leur indépendance?», on est suspecté d'être un agent de Poutine. Non, je n'aime pas du tout Poutine. Mais je n'ai pas

envie d'une information qui est si partisane, pas envie d'une information qui est finalement celle de l'OTAN! Que faire alors? J'ai été plusieurs fois invitée à des chaînes de télévision et quand j'ai demandé de projeter la carte de l'Europe de 1989 pour montrer qui avance ses pions vers l'autre, curieusement on m'a dit qu'il n'était finalement pas nécessaire que je m'en mêle.

Je pense que dans une situation de forte propagande comme maintenant, notre voix est inaudible.

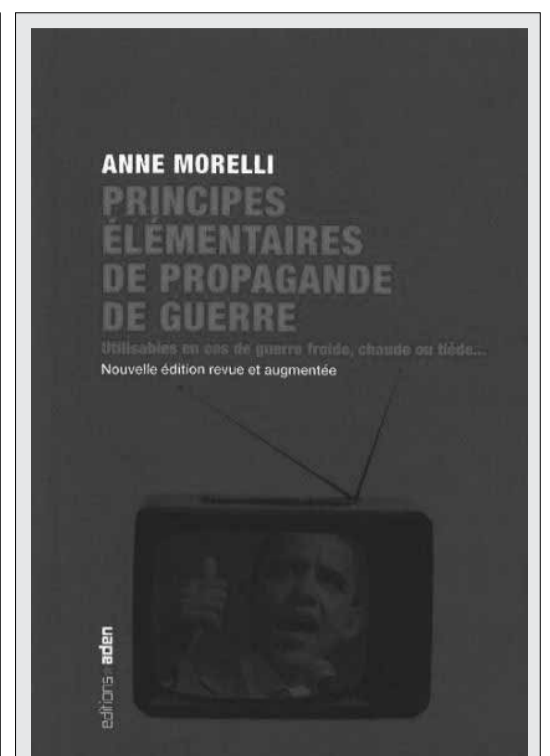
Il faut pourtant voir qui encercle qui. Ce sont les troupes de l'OTAN qui encerclent la Russie et non pas l'inverse. Récemment, lors d'une manifestation contre la guerre, il n'y avait que quelques personnes. Depuis la guerre en Irak jusqu'à maintenant, il faut constater un certain découragement du mouvement pacifiste. Quand on voit les énormes manifestations qu'il y a eu par exemple en Grande-Bretagne et en Italie à l'époque, cela n'a pas empêché les gouvernements de s'aligner sur les belligérants, malgré les réactions populaires contre la guerre.

Vous disiez dans une interview à La Libre Belgique que pour Biden la Chine étant un trop gros morceau, «s'attaquer à la Russie via l'OTAN apparaît plus accessible». La réalité d'une guerre USA-Russie n'est-elle pas exagérée?

Je ne pense pas que Biden va la faire lui-même, il a promis à son électorat de ne plus envoyer des troupes états-uniennes directement au front. Mais d'une part, il envoie des militaires dans des pays qui étaient autrefois dans l'orbite soviétique comme les pays baltes, la Pologne, etc. Et d'autre part, il espère faire la guerre contre la Russie par les pays européens. Dans ce cas-là, Biden n'aura pas à se confronter à son opinion publique. Au contraire, il obtiendra une réputation de courageux par rapport à l'ennemi. Je ne suis qu'une historienne, mais je pense que Biden essaiera de faire la guerre par les autres. Le gouvernement Ukrainien actuel a d'ailleurs déjà reçu énormément de matériel militaire.

Source: [www.investigacion.net](http://www.investigacion.net) du 26 février 2022 (deux jours après le début de l'intervention de l'armée russe en Ukraine)

(Traduction Horizons et débats)



EAN-978-2930 4029 94

«Si l'on veut affaiblir l'ennemi, il faut d'abord présenter son chef comme incompetent et mettre en doute sa fiabilité et son intégrité. [...] Ensuite, il ne faut manquer aucune occasion de conférer au chef ennemi des traits démoniaques, de le présenter comme une honte à éliminer, comme le dernier dinosaure, un fou, un barbare, un criminel rusé, un boucher, un fauteur de troubles, un ennemi du genre humain, un monstre. Comme un monstre dont tous les maux sont issus. [...] La technique de la diabolisation du chef ennemi est très efficace et sera certainement utilisée encore pendant longtemps. Les citoyens et les utilisateurs des médias ont manifestement besoin de «bons» et de «méchants» qu'ils peuvent clairement identifier. Le moyen le plus simple d'obtenir cette identification est de présenter le «diable de service» du moment comme le nouvel Hitler.» (Morelli, Anne. «Principes élémentaires de propagande de guerre.»)

## Les contraintes politiques aux Etats-Unis empêchent toute réflexion critique sur la crise ukrainienne

par Scott Ritter

Depuis que la Russie a lancé une opération militaire contre l'Ukraine, la foule anti-russe a mis en avant un récit construit autour des thèmes autosuffisants de l'irrationalité du Président russe Vladimir Poutine, et de ses fantasmes d'après-guerre froide de ressusciter l'ancienne Union soviétique.

Ce narratif ignore la réalité du fait que, loin d'agir sur un coup de tête, le Président russe travaille à partir d'un agenda de stratégies exprimées lors de la conférence de Munich sur la sécurité, tout en avertissant les dirigeants européens réunis de la nécessité d'un nouveau cadre de sécurité pour remplacer le système unitaire actuellement en place, construit comme il l'était autour d'une alliance transatlantique (OTAN) dirigée par les Etats-Unis.

En outre, loin de chercher à reconstituer l'ancienne Union soviétique, M. Poutine cherche simplement à mettre en place un système d'après-guerre froide protégeant les intérêts et la sécurité du peuple russe, y compris de ceux qui, sans que ce soit leur faute, se sont retrouvés à l'extérieur des frontières de la Russie après l'effondrement de l'Union soviétique.

A l'heure où les récits sont façonnés par des politiciens, qui se conforment aux exigences des impératifs de la politique intérieure, par opposition à la réalité géopolitique, la logique fondée sur les faits n'est pas en vogue. Depuis des décennies, les dirigeants russes sont confrontés à un phénomène difficile: les démocraties occidentales, qui s'efforcent de faire face à de

graves fractures dues à leurs propres faiblesses internes, produisent des dirigeants politiques manquant de continuité dans leur orientation et leurs objectifs lorsqu'il s'agit de relations étrangères et de sécurité nationale.

Parce que la Maison Blanche est l'otage des contraintes politiques imposées par la réalité de la politique partisane intérieure, où l'adage «C'est l'économie, idiot» résonne bien plus que toute discussion factuelle sur la pertinence de l'OTAN de l'après-guerre froide, ce qui passe pour une discussion nationale sur les questions importantes composant la sécurité étrangère et nationale est, le plus souvent, identique au déroulement d'un débat national sur les questions importantes dans le domaine des affaires étrangères. Et la sécurité nationale se réduit à des phrases lapidaires répondant à un besoin de remplacer les complexités d'un dialogue équilibré par une simplicité du type «bon contre mal», plus facile à digérer par un électorat où les nids de poule et les taux d'imposition comptent plus que la réalité géopolitique. Plutôt que d'essayer d'expliquer au peuple américain les racines historiques des préoccupations de M. Poutine concernant l'élargissement de l'OTAN, ou l'impraticabilité associée à toute reconstitution théorique de l'ancienne Union soviétique, l'élite politique américaine définit M. Poutine comme un dictateur autocratique (il ne l'est pas) ayant des rêves grandioses d'un empire mondial dirigé par la Russie (de tels rêves n'existent pas).

Il est impossible de raisonner un homologue politique dont les formulations politiques doivent se conformer à des récits fondés sur l'ignorance. La Russie, confrontée au fait que ni les Etats-Unis ni l'OTAN ne sont disposés à s'engager dans une discussion responsable sur la nécessité d'un cadre de sécurité européen transcendant l'instabilité inhérente à une OTAN expansive cherchant à empiéter directement sur les frontières de la Russie, a pris des mesures pour modifier le cadre dans lequel ces discussions se dérouleraient. La Russie avait cherché à créer un tampon neutre entre elle et l'OTAN par le biais d'accords excluant l'adhésion à l'OTAN de l'Ukraine, qui a éloigné la puissance de combat de l'OTAN de ses frontières en insistant pour que les capacités militaro-techniques de l'OTAN soient retirées derrière les frontières de l'OTAN telles qu'elles existaient en 1997. Les Etats-Unis et l'OTAN ont rejeté les prémisses mêmes d'un tel dialogue.

L'action militaire russe contre l'Ukraine doit être évaluée dans le contexte de cette réalité. En lançant une opération militaire spéciale contre l'Ukraine, la Russie crée une nouvelle réalité géopolitique qui s'articule autour de la création d'une zone tampon d'Etats slaves alliés (le Belarus et l'Ukraine) qui jouxte l'OTAN d'une manière similaire à la frontière de l'époque de la guerre froide représentée par la frontière séparant l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest. La Russie a militarisé cette zone tampon, créant ainsi les conditions d'une impasse semblable à celle



Scott Ritter est un ancien officier de renseignement du corps des Marines américains qui, au cours de sa carrière de plus de 20 ans, a notamment travaillé à la mise en œuvre d'accords de contrôle des armements dans l'ex-Union soviétique, dans l'état-major du général américain Norman Schwarzkopf pendant la guerre du Golfe et, plus tard, comme inspecteur en chef des armes de l'ONU en Irak de 1991 à 1998.

qui existait pendant la guerre froide. Les Etats-Unis et l'OTAN devront s'adapter à cette nouvelle réalité, en dépensant des milliards pour ressusciter une capacité militaire qui s'est atrophiée depuis l'effondrement de l'Union soviétique. La probabilité que l'Europe s'oppose à une reprise de la guerre froide est forte.

Source: [Global Times](http://Global Times) du 24 mars 2022

(Traduction Horizons et débats)

## A l'est du Congo, les crimes de guerre sont devenues monnaie courante

Le silence régnant sape l'autorité de l'ONU et encourage les acteurs des crimes

par Stanislas Bucyalimwe Mararo

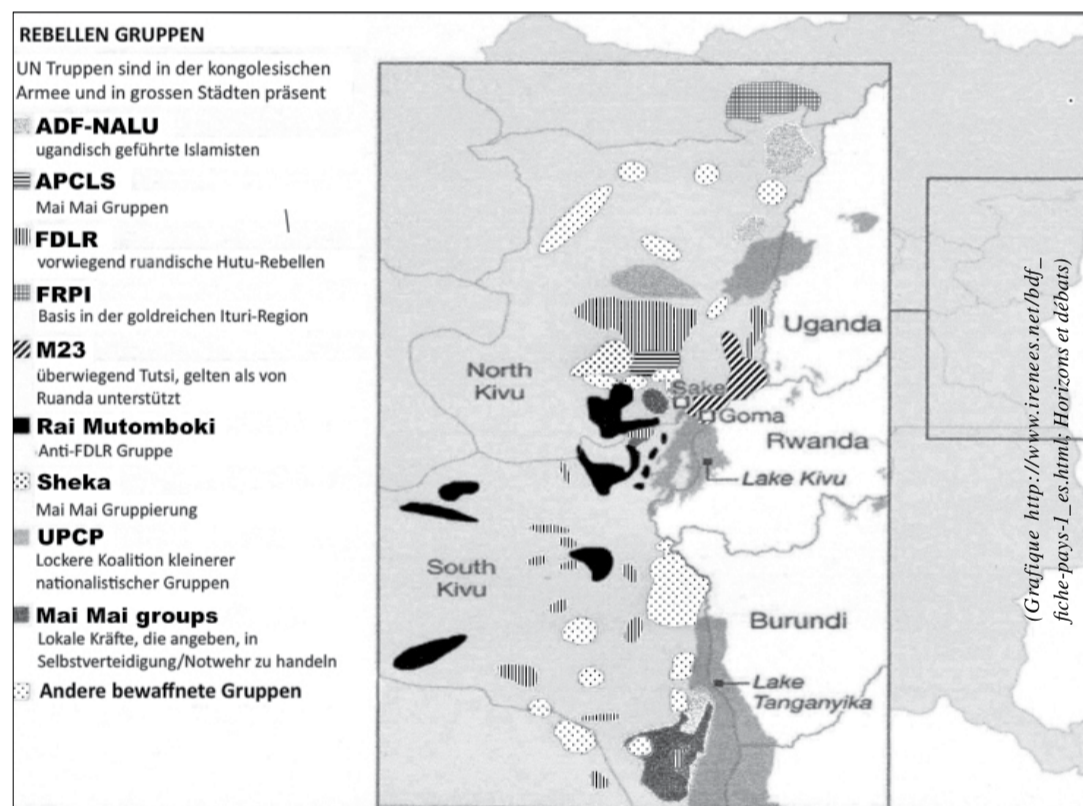
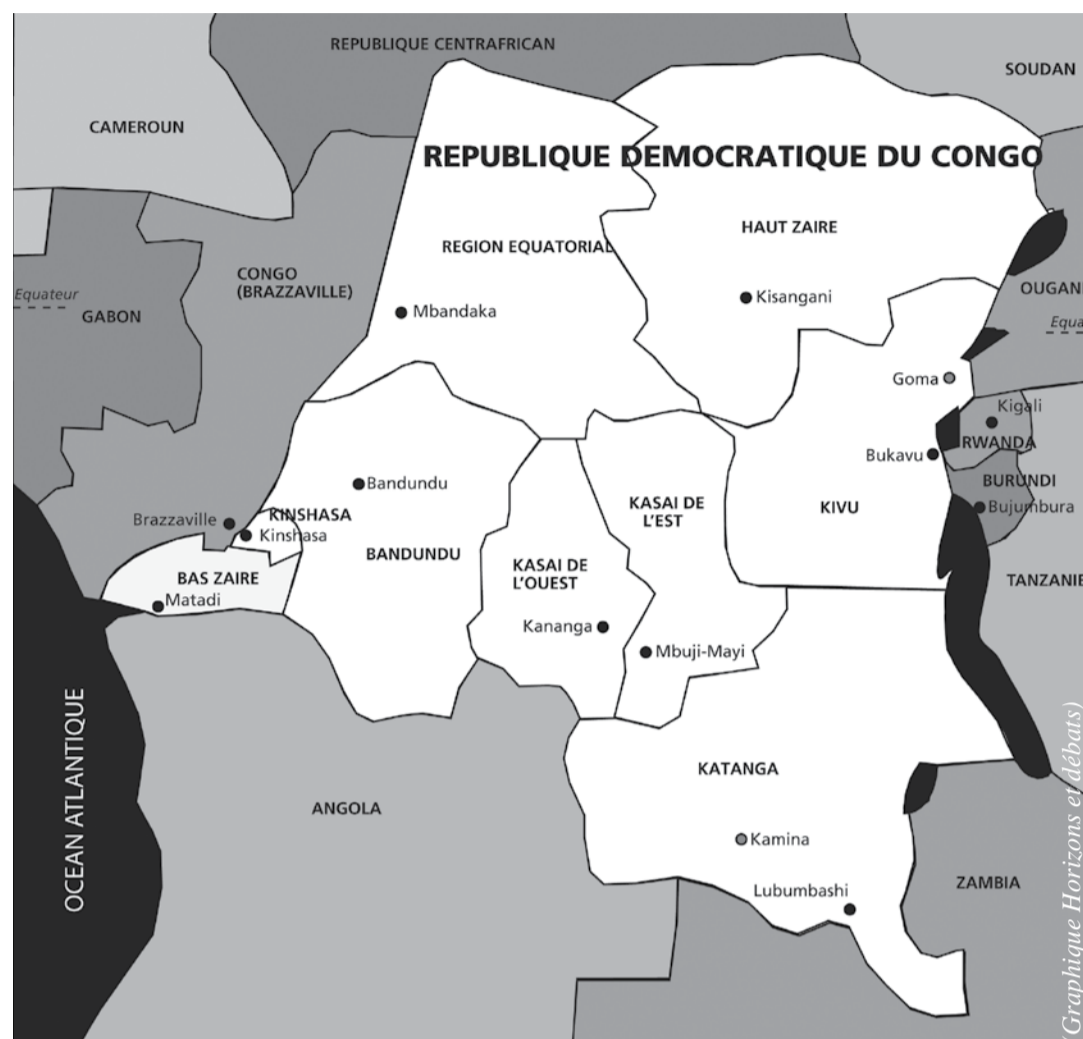
En date du 10 juin 2021, un nouveau rapport du Groupe d'Experts des Nations-Unies (S/2021/560)<sup>1</sup> expose en des termes on ne peut plus clairs le calvaire que certaines populations de la RD Congo continuent d'endurer suite à la guerre et à l'exploitation illégale des ressources, et ce malgré la présence de plus de 20000 agents onusiens dits de maintien de la paix. Ces mots qui ouvrent ledit rapport en disent long: «La population civile a continué de subir une violence perpétuelle dans l'est de la République démocratique du Congo et a manifesté son désespoir, en partie par des émeutes et des manifestations, contre la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), la communauté internationale et les autorités congolaises, notamment depuis mars 2021. Des groupes armés ont continué d'opérer pratiquement en toute impunité dans l'est de la République démocratique du Congo durant la période considérée».

Ce sont les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu qui ont fait l'objet d'enquête; les deux premières sont soumises à l'état de siège depuis le 6 mai 2021. Mais, six mois après, la situation n'a fait que s'empirer et le nombre des massacres a continué à grimper: «Des dérapages, des violations des droits de l'Homme, de la corruption ... Ce sont les mots employés pour qualifier l'état de siège à l'est de la RDC et cette fois, ils viennent des députés congolais. La commission Défense et sécurité de l'Assemblée nationale vient de rendre un rapport accablant».<sup>2</sup> Malgré les dénonciations de son bilan désastreux par plusieurs organisations et certains députés originaires de ces deux provinces – et ce récent et premier rapport parlementaire leur donne raison – Kinshasa reste insensible. C'est pour dire que l'Exécutif a abdiqué ses responsabilités et que le Parlement ne fait aucune pression sur lui. En réalité, il se contente du statu quo, en faisant ainsi preuve de complicité face au drame de l'Est du pays. Car, les quelques rares interpellations pathétiques de certains députés originaires de l'Est restent inaudibles ou ne suscitent aucun intérêt évident dans l'Hémicycle. En fait, et ceci vient de certains députés frustrés par l'immobilisme du Parlement, celui-ci est plein d'individus qui sont sous la coupe de *Joseph Kabila (Mabunda et Tambwe Mwamba)* ou sous celle de «son» président *Félix Tshisekedi (Mbosso et Bahati Lukwebo)*. Leur rôle est d'exécuter les instructions de ces derniers et non pas d'assurer un bon travail de législation et de contrôle parlementaire.

Les acteurs mis en cause par ledit Groupe d'experts sont les suivants: les groupes armés tels le *Front de résistance patriotique de l'Ituri/FRPI*, la *Coopérative pour le développement du Congo/CODECO*, la *Force patriotique et intégrationniste du Congo/FPIC* en Ituri et dans les territoires d'Irumu et de Djugu; la *Nduma défense du Congo Rénové/NDC-R* et le *Collectif des mouvements pour le changement/CMC* dans les territoires de Masisi, de Rutshuru, de Walikale et dans le sud de Lubero; les *Allied Democratic Forces/ADF* à Beni; les groupes *Mai-Mai* dont les *Mai-Mai Yakutumba* et *Mai-Mai Apa Na Pale*, *Gumino*, *Twirwaneho*, *RED-Tabara*, et le *Front national de libération/FNL* dans les Hauts-Plateaux des territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga; ainsi que les *Forces Armées de la République Démocratique du Congo/FARDC*. Le rapport met en évidence leurs affrontements, les massacres des civils et les déplacements massifs et fréquents des populations (désertion des villages et concentration dans des camps de déplacés ou, mieux, des centres de concentration qui ne disent pas leurs noms); ainsi que leurs implications dans le trafic d'armes, des minerais (cassitérite, coltan, étain, tungstène, tantale, or, diamant, etc.) et du cacao.

### Sérieux défauts

Mais, ce groupe d'experts semble avoir passé sous silence les rôles néfastes des armées ougandaise, rwandaise, sud-soudanaise, et burundaise qui, pourtant, sont présentes sur le terrain pour leurs business. Dans ces



Les territoires marqués désignent les rayons dans lesquels opèrent les divers groupes armés irréguliers – à part, ensemble avec, ou à l'encontre des factions d'armées régulières. Tout en cachant souvent leurs identités et leurs véritables buts, leurs comportements sont identiques: semer la terreur parmi les populations autochtones au point que des contrées entières se dépeuplent (pk.) (carte: [http://www.irenees.net/bdf\\_fiche-pays-1\\_es.html](http://www.irenees.net/bdf_fiche-pays-1_es.html)).

conditions, l'insécurité générale régnante est présentée comme une affaire locale; ses dimensions nationale, régionale et internationale sont délibérément éludées. Et ce face au fait que le gouvernement congolais vient de faire appel au Rwanda et à l'Ouganda pour aider la RDC «à mettre fin à l'insécurité» alors que ce sont eux qui en sont à la base et qui l'entretiennent, circonstance qui dépasse tout entendement.<sup>3</sup> Outre la confirmation de l'impuissance de l'armée rd-congolaise ou, mieux, du gouvernement de Kinshasa (un aveu de son échec, de son inutilité), cette démarche tend à donner l'impression que ces deux pays agresseurs et la RDC auraient les mêmes intérêts. Ce qui est aberrant. Il suffit de rappeler les faits. Enfin, les troupes rwan-

daises et ougandaises n'ont jamais quitté la RDC malgré la mise en application de l'Accord global et inclusif/AGI de Pretoria, datant du 17 décembre 2002, et l'entrée dans une phase de soi-disant post-conflit. Dès lors, autoriser un nouveau déploiement des troupes rwandaises et ougandaises, c'est en fait accroître leur nombre sur l'espace convoité par les deux pays. On revient donc avec force à la situation qui prévalait aux temps glorieux du RCD (janvier 1999 – juin 2003), à triste mémoire de tout patriote congolais, où l'Est était divisé en deux zones d'influence, l'une rwandaise, l'autre-ougandaise, le point de démarcation étant Kanyabayonga (l'Ouganda contrôlant le Grand Nord ou l'espace Nande et l'Ituri, tandis que le Rwanda s'arro-

gea le contrôle du reste du Nord-Kivu ainsi que du Sud-Kivu).

### Machinations à consolider

#### L'emprise étrangère sur l'Est du Congo

C'est ce que le récent renforcement de la militarisation est en train de consolider car il est impensable que les petits groupes armés rwandais (FDLR-FOCA) et ougandais (ADF, LRA, NALU) puissent être épinglés comme les principales sources de l'insécurité à l'Est du pays susceptibles de constituer une menace pour les régimes dictatoriaux de *Paul Kagame* et de *Yoweri Kaguta Museveni*. Du reste, ces groupuscules-ci n'ont jamais fait des incursions au Rwanda et en Ouganda depuis 1999 car ce sont les armées rwandaise et ougandaise qui font la loi (grâce à leurs brigades autonomes et à leurs milices supplétives) à l'Est et c'est leurs hommes qui sont au pouvoir à Kinshasa.

Quant à l'ADF, qui s'est fait un renom particulièrement redoutable parmi les populations du Nord-Kivu, il faut retenir ceci:

Sous ce nom se cachent en effet les militaires *rwandais*, mais ces derniers temps certaines factions des FDLR aussi, comme l'extrait suivant d'un rapport actuel témoigne en ces termes: «La campagne de bombardements aériens et de tirs de l'artillerie au sol, menée de façon surprise dans la nuit du 30 novembre 2021, a infligé de lourdes pertes aux forces rwandaises (RDF) qui opéraient de manière cachée dans les zones frontalières de Beni et de l'Ituri sous le masque des ADF ... Dans les périmètres de Nobili, Kamanga et de Semliki, la quasi-totalité de ces infrastructures <ADF> mises en place par le Rwanda ont été détruites. Les survivants des bombardements et les blessés ont été récupérés par les militaires ougandais dont ils ont obtenu abondamment de renseignements au fil des interrogatoires. Les blessés ont été soignés dans les hôpitaux sous le contrôle des UPDF en Ouganda et continuent de fournir de précieux renseignements. [...] Blessé dans son orgueil par la destruction de ses bases qu'il a mis un temps à consolider dans les maquis de Beni et en Ituri, Paul Kagame compte se venger des Ougandas en lançant des vagues d'attentats terroristes dans l'est du Congo. Le journal ougandais affirme que le Rwanda recrute des bandes des FDLR pro-Kagame pour lancer des attaques contre l'armée ougandaise»<sup>4</sup> (soulignements de l'auteur). Kinshasa (*Joseph Kabila* et *Félix Tshisekedi* en tête), AFRICOM, la MONUSCO et certains de l'élite nande (les *Antipas Mbusa Nyamwisi*, *Julien Paluku Kahongya* et autres membres du PPRD qui ont des accointances avec Kigali) devraient être au courant de ces activités de l'armée rwandaise dans cette partie troublée du pays.

Mais tous ces groupuscules, que représentent-ils vraiment pour défier les FARDC (armée congolaise), la MONUSCO (mission ONU au Congo), l'AFRICOM (Commandement de Etats-Unis pour l'Afrique), les troupes rwandaises et ougandaises et pour justifier le récent renfort de ces dernières et l'appel aux troupes kényanes? Rien! Pourquoi cet appel alors que *Félix Tshisekedi Tshilombo* et ses sbires ne cessent de dire que l'état de siège a porté des fruits? Ces minuscules groupes armés étrangers sont plutôt un prétexte pour justifier les interventions de Kigali, de Kampala et des multinationales et l'occupation territoriale en RDC; avec au sommet de l'état congolais un *Félix Tshisekedi Tshilombo* qui ment comme il respire au peuple congolais. De plus, tout le monde, y compris le Conseil de sécurité, sait que ce sont l'Ouganda et le Rwanda qui financent et arment les groupes armés suivants, pour ne citer que quelques-uns: la CODECO, la URDPC, le FPIC, la CMC, les ADF, le M23, la NDC, la NDC-R, la Raïa Mutomboki, CNPSC, Gumino, Twigwaneho, RED-Tabara, et FNL. Vont-ils cesser de le faire dans cette nouvelle donne? Non, ne soyons pas naïfs, car ce sont leurs

«La population civile a continué de subir une violence perpétuelle dans l'est de la République démocratique du Congo. [...] Des groupes armés ont continué d'opérer pratiquement en toute impunité dans l'est de la République démocratique du Congo durant la période considérée.»

## «La crise en RD Congo ...»

suite de la page 6

autres cartes favorites sur le terrain dans un jeu que contrôlent les puissances régionales et internationales, notamment les États Unies (voir carte).

Concernant les véritables acteurs du drame, *Jean-Marie Vianney Ndagijimana*, ancien ambassadeur du Rwanda (et voix éminente de désigner du doigt les crimes du régime Kagamé), vient de donner une information hallucinante: 250 prisonniers auraient été extraits dans la nuit, de la prison de Cyanugu et envoyés au Nord-Kivu pour gonfler les rangs des ADF. Et d'ajouter que ce genre d'opérations se fait régulièrement avant de conclure que les ADF sont l'extension de l'armée rwandaise en RDC.<sup>5</sup> Que cela se fasse pendant l'état de siège est une preuve que Félix Tshisekedi en est informé. Aussi, selon certains témoignages, le FPR enlève les détenus des prisons du Rwanda et les conduit en RDC pour, une fois sur le terrain, les tuer et ensuite rapporter que de ces tués, il s'agirait des militants FDLR.<sup>6</sup> Ceci est d'autant plus vraisemblable que les dividendes que certains de ces groupes tirent du trafic illégal des minerais ne suffisent pas pour se procurer toutes les munitions dont ils ont besoin.<sup>7</sup> Ne sont-ils pas en même temps des sous-traitants de ces deux pays voisins et des multinationales occidentales?

## Descente aux enfers continues?

Face à cet imbroglio, les Congolais suivent médusés la descente aux enfers de leur pays; ils se sentent abandonnés par leurs dirigeants et la fameuse communauté internationale. Au contraire, Kinshasa et la MONUSCO se renvoient souvent la balle: l'un impliquant l'autre dans l'incapacité à faire sa part dans la restauration de la paix et la protection des populations civiles. Comme pour se laver les mains, la représentante de la MONUSCO souligne ce qui suit: «Les défis auxquels le Gouvernement est confronté dans la mise en œuvre de l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu mettent en exergue les limites d'une approche strictement militaire à la protection des civils et la neutralisation des groupes armés», a déclaré M<sup>me</sup> *Bintou Keita* dans un exposé lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en RDC. Elle a noté que la période de l'état de siège, décidé en mai dernier, a vu en effet une augmentation de 10% du nombre de violations et abus des droits de l'homme dans le pays, comparée à la période précédente, attribuables dans la grande majorité aux groupes armés et aux forces de sécurité dans les deux provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. «Une solution durable à la violence à l'est de la RDC nécessite un engagement politique plus large pour s'attaquer aux causes profondes des conflits. Afin que la stabilité revienne à l'est du Congo, l'Etat doit réussir à restaurer

«Ainsi, les Congolais ne savent pas à quel saint se vouer. Se prendre en charge, oui. Mais encore faut-il qu'émerge des leaders de bonne moralité et assez responsables pour porter haut le flambeau de la libération du pays, en dépit des dirigeants illégitimes actuels qui ne manifestent aucun amour pour le pays.»

et à maintenir la confiance de la population en sa capacité à protéger, administrer, exercer la justice et répondre à ses besoins essentiels», a dit l'envoyée de l'ONU<sup>8</sup>.

## Toutes ces souffrances pour imposer le partage du Congo?

Or, beaucoup de Congolais et d'observateurs honnêtes estiment que la raison d'être de la MONUSCO se résume à faire avancer les intérêts de l'Occident/USA et de leurs Etats-clients du Rwanda et de l'Ouganda: «En République démocratique du Congo, les priorités stratégiques de la MONUSCO ne sont pas d'assurer la protection ni de contenir et vaincre «la menace d'actes terroristes de l'ADF/NALU» dans l'Est du pays», comme l'avait souligné le secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres; plutôt, la MONUSCO avait un rôle très important à jouer en RDC depuis 2006, celui qui consistait dans «une garantie sécuritaire pour les Tutsis au Nord-Kivu» (soulignement de l'auteur). Les Nations Unies et la communauté internationale dans son ensemble ont décidé de soutenir le Rwanda et non pas les forces patriotiques congolaises, les communautés locales et les acteurs de la société civile dans la lutte contre l'insécurité à l'Est du Congo Kinshasa. Le soutien de Washington à l'accord stratégique «Tripartite Plus Un» à l'instigation de Washington (il a été instituée une réunion tripartite comprenant le Burundi, la République Démocratique du Congo et le Rwanda jusqu'à s'élargir à l'Ouganda et devenir ainsi quadripartite, alliance que l'on

appelle parfois «Tripartite plus un»). L'objectif de la réunion tripartite plus un aurait consisté à assurer la «sécurité collective». Si l'on en croit la presse internationale, notamment le «Tageszeitung» allemand daté du samedi 3 novembre 2007, le schéma américain aurait compris plusieurs propositions que les diplomates de Washington, se relayant dans la sous-région des Grands-Lacs africains, ont fait passer auprès de tous leurs interlocuteurs. L'une, parmi ces propositions données, et non pas la moindre, c'est que la «présence américaine [dans l'Est du Congo] constituerait une garantie pour la sécurité des Tutsis au Nord-Kivu». Il s'agirait donc de garantir la sécurité à un groupe *seulement, celui des Tutsis du Nord-Kivu*. En fait, une façon élégante de donner un «statut spécial à cette communauté et donc de la dresser contre les autres ethnies du Congo-Kinshasa».<sup>9</sup> (soulignements de l'auteur)

Ainsi, les Congolais ne savent pas à quel saint se vouer. Se prendre en charge, oui. Mais encore faut-il qu'émerge des leaders de bonne moralité et assez responsables pour porter haut le flambeau de la libération du pays, en dépit des dirigeants illégitimes actuels qui ne manifestent aucun amour pour le pays.

<sup>1</sup> V. Rapport du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, 10 juin 2021. *Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*. <https://www.undocs.org/fr/S/2021/560>;

<sup>2</sup> V. RD Congo; rapport accablant sur l'état de siège. *TV5 Monde*, 31/10/2021.

<sup>3</sup> «Le président congolais Félix Tshisekedi a autorisé, le 29 novembre 2021, l'armée ougandaise à

«Or, beaucoup de Congolais et d'observateurs honnêtes estiment que la raison d'être de la MONUSCO se résume à faire avancer les intérêts de l'Occident/USA et de leurs Etats-clients du Rwanda et de l'Ouganda: «En République démocratique du Congo, les priorités stratégiques de la MONUSCO ne sont pas d'assurer la protection ni de contenir et vaincre «la menace d'actes terroristes de l'ADF/NALU» dans l'Est du pays, comme l'avait souligné le secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres; plutôt, la MONUSCO avait un rôle très important à jouer en RDC depuis 2006, celui qui consistait dans «une garantie sécuritaire pour les Tutsis au Nord-Kivu»

## Un langage sobre – réalité intolérable, y remédier reste urgent

Même si de telles choses ont du mal à pénétrer dans nos consciences, notamment en raison de la focalisation actuelle sur un seul théâtre de guerre (dans notre monde qui rôde face à d'innombrables champs de batailles ensanglantés qui ne connaissent aucune couverture des grands médias occidentaux), un nouveau rapport d'experts de l'ONU sur la situation désespérée de la population civile dans l'Est du Congo, ravagé par la guerre, a été publié. Ce dernier a été ordonné par le Conseil de sécurité, rédigé par des experts de bonne foi et délivré dans les délais imposés. Dans un langage sobre et objectif, il dresse la liste du calvaire auquel sont soumises les populations habitant cette région autrefois appelée le paradis sur terre et que l'on décrit aujourd'hui comme une contrée maudite, ce depuis maintenant près de trois décennies.

Depuis maintenant 26 ans, les hommes, les femmes et les enfants sans défense sont livrés aux agissements révoltants d'une soldatesque le plus souvent anonyme qui vole, tue, incendie, viole et torture pratiquement en permanence dans plusieurs des territoires mentionnés du rapport et ce en toute impunité, comme les auteurs du rapport le soulignent dès les premières phrases. Ces faits

se déroulent sous le regard de la plus grande mission de l'ONU jamais établie depuis les précaires accords de «paix» de Lusaka et Sun City (il y a maintenant presque 20 ans!), mission qui avait justement comme tâche primordiale de protéger la population civile de telles atrocités.

Plus encore: le rapport réaffirme que ce sont des membres des troupes de l'ONU ainsi que des éléments de l'armée congolaise et de sa gendarmerie qui sont directement ou indirectement impliqués dans certaines de ces infamies. A cet égard, *Stanislas Bucyalimwe Mararo* insiste sur l'optique trop étroite de ce rapport. Bien qu'il soit désormais connu et attesté que les commanditaires, les profiteurs et les acteurs de ces atrocités apparemment sans fin se trouvent à la tête des gouvernements du Congo, du Rwanda et de l'Ouganda (y compris dans les niveaux supérieurs et les cercles promouvant les réseaux d'armement occidental) et les orchestrent, ce rapport passe lui aussi à côté des véritables réalités et se contente d'énumérer, de manière sobre et statistique, les victimes humaines qu'elles ont causées. Malgré cela, les gouvernements occidentaux continuent de dérouler le tapis rouge aux véritables coupables, notamment

ceux qui prétendent haut et fort défendre les droits de l'homme menacés partout dans le monde.

Combien de temps encore cette indolence et cette négligence active face aux souffrances réelles et amplement documentées, cet échec de tout droit face au triomphe du barbarisme, cette honte de l'humanité vont-ils durer? Combien de rapports faut-il encore? Ils ne réduisent en rien le désespoir des populations concernées. Pour elles, il est devenu quotidien; tout comme le haïssement d'épaules à la lecture des quelques six ou dix lignes que dépensent nos grands médias dans leur zèle de préparer idéologiquement la nouvelle Grande guerre contre ceux qui n'adoptent pas les fausses promesses du néolibéralisme face aux événements ukrainiens. La folie de la suprématie des soi-disant puissances mondiales se fait sentir là aussi et perturbe les relations non violentes entre les peuples et les Etats, comme l'a une fois de plus démontré de manière impressionnante le professeur Bucyalimwe lors de son intervention au congrès «Oui à l'éthique» de l'année passée (voir à ce sujet et sur le contexte politique mondial le supplément spécial de *Horizons et débats*, n° 25/26, 2021). *Peter Küpfer*



pk. Elevé comme fils de paysan dans les collines du Nord-Kivu (République Démocratique du Congo), *Stanislas Bucyalimwe Mararo* a surmonté, à l'époque de Mobutu, tous les obstacles d'une carrière universitaire alors extrêmement difficile, interrompue, après l'obtention de son diplôme, par des semestres de doctorat et de post-doctorat dans des universités américaines. Pendant ses longues années d'enseignement dans différents instituts universitaires du Kivu, *Stanislas Bucyalimwe Mararo* a poursuivi ses recherches sur le thème auquel il avait déjà consacré sa thèse: les influences néfastes des intérêts étrangers sur sa patrie. Son langage clair lui a valu une opposition de plus en plus audacieuse. Lorsqu'à l'automne 1996, les hordes de mercenaires de l'AFDL, qui répandaient le meurtre et l'assassinat sous l'égide de *Laurent Desiré Kabila*, s'emparent d'abord de Goma, puis de Bukavu, et mettent délibérément les Patriotes congolais en garde à vue ou les tuent immédiatement en pleine rue (comme le courageux archevêque *Christophe Munzihirwa*, vénéré par le peuple du Kivu), la situation se dégrade. Bucyalimwe a été informé que son nom figurait en deuxième position (à côté de celui de l'archevêque) sur leurs listes de personnes à tuer. S'ensuivirent six mois de clandestinité à Bukavu, occupée par l'AFDL, puis une longue fuite qui le mena finalement à Anvers, où il se construisit une seconde existence scientifique à l'Institut de recherche de la région des Grands Lacs africains (Université d'Anvers). De nombreuses études, rapports de recherche et analyses témoignent l'envergure de ses publications, désormais respectées dans le monde entier (mais aussi craintes par ses adversaires), ciblées sur l'état actuel des souffrances de sa patrie et leurs racines historiques et actuelles.

traverser la frontière pour combattre ce groupe (les ADF/Allied Democratic Forces) responsable de massacres dans l'est du pays [...] Cette autorisation n'est pas vue d'un bon œil par tous les Congolais, certains pointant du doigt le rôle joué par les voisins ougandais et rwandais dans la déstabilisation de l'est de la RDC depuis près de trente ans.» Ds: *L'armée ougandaise procède à des frappes aériennes sur des positions ADF en RDC*, France 24, 30/11/2021. Pire encore, Félix Tshisekedi Tshilombo a aussi autorisé la police rwandaise de se déployer à Goma au moment où la Compagnie Rwanda Air a fait de l'aéroport de Goma le point-pivot de ses vols internationaux. (V. Analyse du 16 décembre 2021: *Police Rwandaise à Goma, la souveraineté de la RdCongo bafouée?*. <https://www.youtube.com/watch?v=Tax3mD8SPdA>.)

<sup>4</sup> Pascal Masumbko, *SOS: RDC/Ouganda/Rwanda. Les ingrédients d'une guerre froide Kampala-Kigali*. <https://benilubero.com/s-o-s-rdc-ouganda-rwanda-les-ingredients-dune-guerre-froide-kampala-kigali/>

<sup>5</sup> (v. Amb. JM V Ndagijimana. *Incursion RDF en RDC. Vague d'arrestations. Paul Kagame a peur et intensifie les crimes*, 20/10/2021, sur <https://www.youtube.com/watch?v=4rw9LbZvZg>.)

<sup>6</sup> Iryavuzwe rirashy – RPF mu marembera. *Isini-juru tv*, 15 décembre 2021, [https://www.youtube.com/watch?v=6Pug\\_P7qPZk](https://www.youtube.com/watch?v=6Pug_P7qPZk).

<sup>7</sup> Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2019/469). New York 16/06/2019

<sup>8</sup> Le retour de la stabilité dans l'est de la RDC nécessite de restaurer la confiance de la population, déclare l'envoyée de l'ONU. ONU-Info, 06/12/21

<sup>9</sup> V. *Partage RDC. La MONUSCO, une garantie sécuritaire pour les Tutsi au Nord-Kivu*. ds: La Prunelle RDC, 27/12/2021. Pour plus de détails lire: Bucyalimwe Mararo Stanislas. Prévention du génocide des Tutsi en RDC: une politique très dangereuse, dans: Masisi et Rutshuru dans la dynamique nationale et régionale (1993–2009). Editions Universitaires Européennes, 2009.

## Partenariats entre villes allemandes et russes: ne pas interrompre les relations entre les peuples

par Eva-Maria Föllmer-Müller

*Horizons et débats a souvent souligné l'importance humaine et politique de différents projets de partenariats de villes allemandes et russes. Une forte pression est exercée sur ces villes pour rompre ces relations – pas seulement depuis le 24 février. On remarque de plus en plus une hostilité antirusse.*

Dans beaucoup de domaines de la société: culture, sport, musique, sciences, politique et dans les médias, les relations actuelles avec la Russie sont rompues. Cette rupture est encouragée et enflammée par des médias incendiaires (propagande de guerre) – dans un affolement indescriptible, mettant en concurrence les uns et les autres. Il y a des gens qui ne s'y plient pas, qui veulent maintenir les relations amicales créées et entretenues avec amour pendant des décennies avec beaucoup d'engagement personnel, entre les êtres humains, administrations et organisations de différentes villes allemandes et russes, ceci pendant des décennies. Plus de 100 partenariats de villes existent.

Le président de la Journée allemande des villes (Deutscher Städtetag), le maire *Markus Lewe* de Münster a confirmé sa ferme intention de ne pas laisser ce fil diplomatique se briser à l'échelle communale.

Il a souligné, s'adressant au *Redaktionsnetzwerk Deutschland (rnd, Réseau de rédactions allemandes)*: «Je déconseille vivement de rompre maintenant les partenariats avec les villes russes. Il s'agit là de relations personnelles d'êtres humains qui ne sont justement pas à l'échelle de l'Etat.» Avec le dialogue, on peut faire naître la confiance et la compréhension. «C'est dans ce sens que les partenariats de villes peuvent émettre des signaux d'apaisement.»

Comme maire de la ville de Münster il s'est déjà adressé le 25 janvier dans une lettre personnelle à sa collègue *Yulia Rokot'yanskaya* dans la ville partenaire russe de Riazan: «C'est avec une grande inquiétude que j'observe cette situation extrêmement difficile et j'éprouve le besoin de vous assurer avec cette



Signature du 112<sup>e</sup> jumelage germano-russe entre Innopolis et Elgersburg lors de la conférence germano-russe des partenaires urbains à Düren en 2019. (photo Rudi Böhmer/Düren)

lettre de mon amitié et de l'attachement à la ville de Riazan et sa population.» Des partenariats de ville avaient déjà contribué dans le passé à la réconciliation des peuples après la Deuxième Guerre mondiale. «Je suis reconnaissant du lien de confiance fort et amical qui lie depuis 33 ans les gens de Riazan et de Münster. C'est une base stable pour nos relations, même en des périodes politiquement difficiles.» Markus Lewe s'est adressé avec un message vidéo aux 500 000 habitants de la ville de Riazan: «Beaucoup de gens en Europe s'inquiètent [...]. C'est pour moi une affaire qui me tient à cœur, de déclarer clairement juste en ce temps, combien notre amitié est importante pour moi», dit Lewe dans son message vidéo. Les habitantes de Münster ont toujours pu apprécier l'hospitalité et la responsabilité à Riazan. «C'est maintenant que nous devons assurer cette solidarité. Peut-être nous réussirons à émettre un signal de paix», dit Lewe dans son message vidéo.

D'après un sondage du *Spiegel*, parmi les 82 villes allemandes entretenant un partenariat avec des villes russes il n'y en a aucune qui l'ait vraiment rompu. 44 villes affirment vouloir maintenir le partenariat, citons entre autres Braunschweig, Berlin, Cottbus, ainsi que Fulda, Bad Homburg et Offenbach.

Dans plusieurs villes, les citoyens se battent vraiment pour la maintenance de leur partenariat, par exemple à Erlangen, ou à Düsseldorf. Wolfsburg maintient également sa liaison avec Togliatti, ainsi que Gera avec Pskov, Suhl avec Kalouga, Villingen-Schwenningen maintient son partenariat avec Toula, ainsi que Krefeld avec Oulianovsk.

De même le maire de Stuttgart *Frank Nopper* maintient son partenariat de trente ans avec Samara, et cela malgré que le Consul général de l'Ukraine ait exigé de le supprimer.

*Thomas Kufen*, maire de la ville de Essen qui maintient depuis 30 ans un partenariat avec Nijni Novgorod a écrit le 18 mars à son collègue *Jouri Chalabaïev*, maire de la ville de Nijni Novgorod: «Ensemble avec vous je voudrais, fondé sur nos bonnes relations de partenariat, que nous travaillions pour une solution de paix pour l'Ukraine, la Russie et l'Europe. Je suis convaincu que la collaboration antérieure dans le cadre de notre partenariat a montré ce qui est possible de réaliser dans un esprit d'entente entre les peuples en matière de collaboration économique, scientifique et culturelle. [...]

Chaque jour, poursuit-il, il devient plus difficile d'arriver à refuser les exigences publiques de rompre ces relations de parte-

nariat. Je me suis prononcé, tout comme le *Deutsche Städtetag* (Journée des villes allemandes) pour ne pas terminer ces partenariats avec la ville de Nijni Novgorod et d'autres villes russes. Car c'est au niveau des êtres humains que s'établissent les relations et non pas au niveau des Etats. Dans cet esprit la diplomatie des villes peut émettre des signaux de paix et avoir un effet apaisant. Ensemble avec notre ville partenaire de Nijni Novgorod nous appelons à tout faire pour rétablir la paix et la maintenir.»

Le partenariat très actif entre les villes de Nijni Novgorod, Vladimir et Erlangen existe depuis presque 40 ans et a souvent été distingué. Par exemple en 2002 par le Président de la République d'alors *Johannes Rau*. Avant l'épidémie de corona il y avait plus d'une centaine d'échanges par an, des chœurs, des équipes de sport, et des classes d'école avec la participation chaque année de plusieurs milliers de personnes, comme l'a souligné l'ancienne maire *Elisabeth Preuss* lors d'une manifestation pour le maintien du partenariat. En 2018 le ministre allemand des affaires étrangères *Heiko Maas* et le ministre des affaires étrangères russe *Sergueï Lavrov* ont honoré leur partenariat avec un document officiel de remerciement. La demande de deux conseillers de ville d'Erlangen, de voir de plus près ce partenariat a conduit à des discussions animées et à des manifestations. Lors de la séance du Conseil de ville le 1<sup>er</sup> avril une résolution pour maintenir ce partenariat a été acceptée presque unanimement. Pour le maire, *Florian Janik*, c'est toujours le dialogue des citoyens au-delà des frontières et cultures qui demeure essentiel.

La ville de Gera entretient deux partenariats avec des villes russes, avec Rostov-sur-le-Don (34 ans) et Pskov (26 ans). Comme l'a souligné le maire *Julian Vonarb* face à la «*Ostthüringer Zeitung*» le 16 mars, l'attachement de Gera à ces villes russes est ferme, «car la confiance et la responsabilité sont l'ancre qui nous lie de façon durable.» Concernant les relations amicales fondées sur le respect, l'es-

## Aucun être humain ne doit être oublié

par Moritz Nestor

Il fut bouleversé en découvrant son premier mort. «Le fait que des soldats inconnus gisent ici, sans sépulture», émut profondément le jeune Russe. Devant lui et les autres «chercheurs», se nommant ainsi ceux qui creusent dans les environs de Volgograd (ancien-nement Stalingrad) à la recherche de soldats morts dans la Seconde Guerre mondiale, les restes d'un homme gisent dans un trou de terre sale. Ils ne savent pas encore qui est-ce, ni de quelle nationalité il est.

Personne n'a demandé à ces «chercheurs» de se rendre là. La «Grande Guerre patriotique» est terminée depuis 75 ans. Le seul fait que des hommes soient simplement enterrés dans le sol russe, sans ensevelissement et sans que l'on connaisse leurs noms, sans que la postérité s'en souvienne, voilà ce qui a ému ce Russe et l'a poussé à rejoindre les «chercheurs».

Quel étonnant témoignage de grandeur humaine au milieu d'un monde de violence et de banalités ridicules. Quel étonnant témoignage de la force du cœur humain émane de cet homme. C'est ainsi que nous, les humains, pouvons être, me dis-je en l'écoulant; si aucune idée portée à une valeur faussement élevée ne vient tuer la compassion: que nous serions «la propre nation de Dieu», un «peuple élu», que nous serions du «bon côté de l'histoire» ou que nous appartenions à une «race» supérieure, etc. L'histoire récente a donné naissance à de nombreuses variantes de cette volonté de puissance.

Tout comme ce jeune Russe qui commence sa réflexion par l'individu, par ce qui reste indivisible chez l'homme. Nous pouvons faire pareil. La nature nous en rend capable. La seule question est de savoir ce que nous en faisons au cours de la vie.

Ce «chercheur» n'est pas fortuné, cela se voit. Mais il a de quoi vivre. Et il ne regrette pas de donner aux autres. C'est quelque chose de plus précieux que le pouvoir et l'argent qui le pousse à travers les steppes

russes et les champs de bataille ensanglantés de Stalingrad: le fait que les morts soient oubliés lui serre le cœur. Qu'on leur rende au moins leur nom. Quelque temps plus tard, on va avoir retrouvé les parents du soldat mort. Dès lors, leur fils aura trouvé une tombe et retrouvé son nom.

Les paroles du Russe me ramènent à l'âge où l'on commence à voir les choses avec un peu plus de scepticisme que dans l'enfance, lorsque des esprits maléfiques habitaient encore les murs de la cave sombre et que des forces invisibles étaient omniprésentes. A l'époque, le pasteur *Hartlieb*, qui nous donnait des cours de religion protestante, essayait de nous faire comprendre ce qu'était la «vie éternelle». Nous, les jeunes, attendions une réponse à cette question: comment l'homme fini et mortel peut-il s'imaginer l'éternel, l'infini?

«Vous savez», commença avec un grand sérieux le grand homme en toge et rabat, «c'est comme ça: si vous perdez votre père ou votre mère ou un proche que vous aimez beaucoup, vous n'oublierez jamais cette personne. N'est-ce pas? Cette personne chère continuera toujours à vivre en vous. Mais c'est une «vie» différente de celle de l'époque où cette personne était vivante, en chair et en os. Pourtant, elle est vivante en vous. Et je crois que «vie éternelle» signifie cela: de même que chacun de nous n'oublie pas ceux qu'il aime et qui s'en vont, de même, mais dans une bien plus grande mesure encore, Dieu infiniment bon n'oublie aucun de nous, ni tous ceux qui sont nés et ni tous ceux qui naîtront, même tous ceux qui sont morts. Aussi grande est sa bonté. Parce que nous sommes ses enfants et parce que chaque être humain naît innocent et demeure donc toujours digne d'être aimé en tant que créature de Dieu. Même si plus tard, dans sa vie, il a pu prendre de mauvaises voies.» Le pasteur *Hartlieb*, qui est décédé depuis longtemps,

vit encore aujourd'hui comme une partie de moi, comme son image de la «vie éternelle» et ce qu'elle a fait de moi. Ce pasteur a alors éveillé en moi quelque chose de nouveau: on ne doit pas oublier les hommes. Je n'avais jamais pensé à cela auparavant.

Après cette leçon de religion, j'ai passé des journées à me replier sur moi-même, à me demander qui, parmi ceux que je connaissais, ne seraient pas oubliés.

Je n'ai jamais oublié *Gabi*, mon amie d'école, depuis qu'elle avait joué le rôle de la Vierge Marie de manière si réaliste – alors qu'elle-même n'était pas encore mère! – et qu'elle avait versé des larmes maternelles en protégeant son enfant Jésus de l'emprise des sbires d'Hérode dans le jeu de la Nativité, à tel point qu'il ne nous était pas venu à l'esprit que ses larmes pouvaient être jouées! Je n'ai pas non plus oublié *Otto*, l'ami d'école bon enfant, lui que le recteur Bauer traînait à coups de bâtons à travers les couloirs de l'école pour une bêtise quelconque, en passant devant les salles de classe ouvertes où nos cœurs se serraient et où plus personne ne suivait les cours. Je me demande qui n'oublierait pas le recteur Bauer?

Et puis les deux personnes qui ont sauvé la vie du jeune étudiant que j'étais, je ne les ai jamais oubliées après leur mort.

*Alfred Adler*, le fondateur de la psychologie individuelle, a répondu à la question de savoir qui serait oublié par la postérité et qui ne le serait pas: parmi nous, les immortels sont ceux ayant contribué à l'humanité pour le bien de la communauté humaine. L'humaniste chinois millénaire *Confucius*, dont les descendants forment une grande famille vivante encore aujourd'hui dans une vallée où se trouve sa tombe, est un tel immortel. Lorsqu'un élève lui demanda ce qu'était l'humanité, *Confucius* répondit: «l'amour du prochain». Le fondateur du christianisme est venu après lui et a également offert à l'humanité ce don immortel de l'amour du prochain et de l'espoir. Je n'ai personnelle-

ment pas oublié cet artisan qui, en réparant les conduites d'eau endommagées de sa commune, s'arrête en se rendant compte que les tuyaux ont servi trois générations: «J'admire mes ancêtres», dit-il, «d'avoir été aussi prévoyants sans en tirer un bénéfice personnel. Ils n'ont pas seulement pensé à eux-mêmes, mais aussi toujours à ceux qui viendraient après eux.» *Alfred Adler* appelait cette attitude le «sens communautaire».

Ce qui manque le plus à notre époque, galvanisée par la volonté de puissance, c'est cette attitude humaine dans la pensée, dans les sentiments et dans l'action: tout ce qui est individuel et tout ce qui est politique se nourrit de ce qu'il est pour ou contre l'homme. Nous pourrions tous vivre comme ce Russe ne supportant pas que l'on oublie les gens. C'est un humain comme nous, d'un autre pays mais ayant le même cœur compatissant.

*Johann Gottfried Herder*, ce grand penseur de l'humanité décédé il y a plus de 200 ans, le 18 décembre 1803 à Weimar, cherchait une union entre les intellectuels progressistes et le «simple» peuple: «Toi, le philosophe, et toi, le plébéien: unissez-vous pour devenir utiles.» Selon Herder, l'humanité ne peut pas vivre ni sans l'union avec le peuple ni sans l'intérêt pour les particularités du peuple et de tous les peuples – avec le cœur et la raison. «Je dois parler au peuple dans sa langue, dans sa manière de penser, dans sa sphère» et «former avec un esprit philosophique l'homme dans la pensée de soi, et dans le sentiment de la vertu» ainsi que «le patriote, le citoyen qui agit là». Ceci est à lire dans l'essai philosophique de Herder «Comment rendre plus générales et plus utiles pour le bien populaire les vérités philosophiques».

La pensée de l'humanité de Herder, malheureusement oubliée du peuple allemand, fait partie du patrimoine culturel. Mais il ne faut pas se plaindre de l'oubli. Car l'œuvre de Herder est un don éternel, destiné à la postérité et cette postérité n'est autre que nous-mêmes! •